

n° 59

r é v o l u t i o n

é g a l i t é



d é m o c r a t i e

fév 2005

www.jcr-red.org

Jeunesses communistes révolutionnaires

1€

**Casse de l'éducation, attaques contre les salariés, Constitution...**

# **En organisant la grève...**



# **Vironons-les!**

**p.2: Mobilisations dans les lycées**

**p.5: Élections en Irak**

**Dossier: Course à l'armement**

**p.12: Manifestation à Bruxelles contre le libéralisme, la guerre et la constitution**

## Le mouvement lycéen contre Fillon

Les lycéens sont souvent une des forces les plus importantes dans les mouvements. Ce sont ces mobilisations qui ont fait chuter des ministères, comme en 1986 et en 1998-1999. Pendant l'entre-deux tours des présidentielles 2002, ce sont aussi les lycées qui sont le plus descendus dans la rue. Pour faire tomber Fillon, il faut avant tout compter sur le mouvement de la jeunesse, même si, bien évidemment, la place des profs et des personnels ATOS est très importante. Mais là encore, ce sont les élèves qui peuvent être les déclencheurs d'un mouvement des salariés de l'éducation.

Partout en France, des bahuts sont en lutte. Certains le sont pour des raisons locales. C'est le cas de ceux qui luttent

contre l'expulsion de lycéens sans-papiers, contre les conditions d'études, les baisses de budgets, les suppressions de postes, etc. Mais de plus en plus, ces lycéens font le lien entre ce qui se passe chez eux et le projet de gouvernement.

À des échelles de plus en plus grandes, les coordinations de lycéens en lutte se multiplient, ainsi que les manifestations. À Paris, après avoir été éparpillés dans la manifestation du 20 janvier, les élèves se sont organisés en assemblées générales pour décider de mener les luttes ensemble. C'est ainsi que nous nous sommes retrouvés à plus de 4000 dans une manif plus ou moins improvisée (à la base c'était un rassemblement devant le ministère) à Paris.

C'est de cette manière que nous avons fait un très grand cortège à la manifestation du 5 février, aux côtés des salariés du public et du privé.

Les attaques du gouvernement concernent tout le monde. Le projet de loi sur l'éducation n'est qu'une partie d'une offensive plus large contre les services publics. Mais c'est une partie centrale, non seulement par sa gravité, mais aussi parce qu'aujourd'hui, ce sont les lycéens qui peuvent faire subir une défaite au gouvernement et au MEDEF. Pour cette raison, nous



devons continuer à nous organiser tous ensemble au niveau local, régional et même national, à nous coordonner pour mettre le gouvernement et sa politique par terre!

JB, [Nanterre]

## Pas de keufs dans les lycées !

Chirac n'est pas parti faire la guerre en Irak certes, mais il l'a déclarée à la jeunesse. Après Sarkozy, c'est aujourd'hui De Villepin à la tête du commandement. Le 4 octobre 2004, celui-ci, allié au ministre de l'éducation Fillon, a signé un protocole de « sécurisation » des lycées et collèges. Il marque la coopération entre l'école, la police, et la justice transformant nos bahuts en prisons qu'ils tentent de légitimer par des statistiques faussées.

### Opération: descentes de flics dans les bahuts !

Ils ont organisé une rafle nationale qui a mobilisé 4000 policiers et 4000 gendarmes avec pour cible 1200 établissements. Une atteinte légale (!) à nos libertés qui a consisté à des fouilles au corps, des chiens reniflant des sacs, et au contrôle d'identités. Résultat de l'opération à Orléans: un Ministre de l'intérieur protégé par plus de 10 cars de CRS, un manifestant contre la suppression des BEP matraqué, un jeune sans-pap' découvert qui risque l'expulsion en mars et surtout 1 g d'herbe. C'est donc ça la politique française? Traquer les mineurs sans-pap' et mettre la main sur quelques grammes? Au niveau national, il



Comité d'accueil dans les lycées...

n'a été communiqué aucun résultat précis tant il doit être ridicule comparé à la mobilisation policière qui traduit la dérive vers une société ultra-sécuritaire.

### De plus en plus de flics mais de moins en moins de moyens !

La police va peu à peu mettre un pas puis l'autre dans un lieu d'éducation. D'abord la fermeture des portes des lycées entre les heures de cours, des contrôles d'identité dans les endroits à concentration de jeunes puis des fouilles dans les transports en commun aux heures de pointe. À Orléans, 48 policiers accompagnés de chiens pour 39 bus ont recommencé leur action de répression en se justifiant de vouloir faciliter le dialogue: ils ont dégoté un sans-pap' et un couteau! Le gouvernement CRS a préféré supprimer en quelques années 25600 aides éducatrices et 5600 surveillants pour poster toujours plus de flics à la sortie, voir à l'intérieur de nos bahuts.

### Pas un flic dans nos lycées !

L'école ne doit pas devenir un lieu pour enfermer des jeunes et permettre à nos dirigeants de nous surveiller et de mieux nous contrôler. Nous ne devons pas laisser cette situation se normaliser et perdurer parce qu'il est impensable que nous nous laissions traquer comme des criminels.

Pierrot, [Orléans]



## Victoire chez les précaires

À la Mairie du Bourget, comme dans beaucoup de mairies, une pratique est assez commune: embaucher des employés en leur faisant signer des arrêtés municipaux mensuels et non pas des contrats. Car bien sûr, les titularisations coûtent cher, nous dit-on... Mais il est surtout plus aisé de se séparer de ses employés quand ils n'ont pas la sécurité de l'emploi... C'est ce qui est arrivé en décembre dernier à un des agents des centres de loisirs qui travaillait pour la mairie depuis plus de 4 ans. Mais pour tous les animateurs, ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Et même si pour un précaire se mettre en grève signifie prendre des risques, en un mois les préavis de grève et les revendications se sont enchaînées. Il s'agissait bien sûr de la réintégration du collègue mis à la porte mais également de la fin des emplois précaires. La colère commençant à gronder dans les autres services de la mairie et les parents des enfants soutenant le mouvement, la mairie a eu peur et... les précaires ont gagné! Alors que certains demandent leur titularisation depuis 10 ans, tous obtiendront ce statut durant l'année 2005. Une victoire qui devrait donner envie à tous les précaires de lutter...

## Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**,

pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'**une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

## Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro ..... )  
10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en France)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander:

- ..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
- ..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
- ..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
- ..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

**Total: ..... euros**  
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom ..... Prénom.....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Téléphone ..... e-mail .....

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.  
mail: jcr@jcr-red.org — web: www.jcr-red.org

Le gouvernement est bien décidé à avoir notre peau...

## Nous devons avoir la sienne !

### Éducation pour les riches, répression pour les autres.

Ça a commencé avec la réforme LMD sur les facs, dont on voit aujourd'hui les conséquences (problèmes pour passer le rattrapage, pour s'inscrire en contrôle terminal, les entreprises locales ont de plus en plus de poids dans le contenu des diplômes, diplômés qui sont de plus en plus individualisés).

La Loi Fillon pour l'école suit la même logique: on sélectionne les élèves dès la 4e, les entreprises locales choisissent en partie le contenu des enseignements, on rétablit la discipline (en introduisant une note de « vie scolaire » au brevet et au bac)... Bref, ce gouvernement crée une école à deux vitesses.



projet de loi Fillon. À Paris, une première coordination s'est réunie le 20 au soir et a appelé à une manifestation devant le ministère le 2 février. 3000 lycéens étaient au rendez-vous. Une seconde coordination s'est tenue le soir, réunissant 150 lycéens de 35 lycées différents.

### Pour faire passer la pilule, il suffit de taper plus fort !

Le 12 janvier, la police a débarqué en force dans presque tous les lycées de France. Le but n'était pas de trouver du shit, mais de montrer qu'ils étaient chez eux dans nos lycées. Le gouvernement tape d'abord sur les plus démunis: des lycéens sans-papiers se font expulser un peu partout en France (dont 3 lycéennes, rien que sur la région parisienne).

Sur les facs, on voit fleurir des antennes de police ou des caméras de vidéosurveillance. Les contrôles au faciès augmentent comme si on était tous des délinquants.

### On ne va pas se laisser faire !

Lors des manifestations du 20 janvier et du 5 février, des milliers de lycéens sont descendus dans la rue pour dénoncer le manque de moyens, les flics dans les lycées et surtout pour lutter contre le

### Prochaine étape: taper tous ensemble !

Maintenant, il faut que nous reproduisions cet exemple partout en France et que nous coordonnions la riposte contre la loi Fillon. Il faut pour cela que nous connaissions tous les détails de cette loi. Il faut que nous nous tenions au courant de ce qui se fait sur les autres villes.

Pour gagner, il nous faudra étendre la révolte à d'autres secteurs: sur les facs, avec les jeunes précaires et plus largement avec l'ensemble des travailleurs. C'est possible, même si ça ne va pas être facile. Nous avons une opportunité de foutre en l'air ce gouvernement, nous devons la saisir !

Raphaël, [Jussieu]

Nous avons été des centaines de milliers à manifester le 5 février. Le privé était massivement présent dans les 120 manifestations décentralisées qui ont rassemblé 600 000 personnes à travers toute la France. La majorité (69 %) de la population soutient le mouvement pour la hausse des salaires et contre les attaques sur les 35 heures. Il faut continuer le mouvement, le généraliser car nous sommes tous concernés. Tous ensemble, nous pouvons faire tomber ce gouvernement Chirac-Raffarin-Seillière.

Les lycéens en lutte pour le retrait du projet loi Fillon ont manifesté par milliers à Paris, Nantes, Rodez, formant des cortèges dans des dizaines d'autres villes. Ils exigent le maintien du bac national, l'égalité entre lycées et entre lycéens, le maintien des options et des classes supprimées, l'arrêt des intrusions de flics. Des mobilisations ont été fixées, qui prépareront le prochain rendez-vous national: le 15 février, empêchons le projet de loi Fillon de passer à l'assemblée.

Les attaques contre l'éducation, dans les lycées avec la loi Fillon, ou dans les facs avec les ECTS/LMD, sont sociales: leur but, c'est l'individualisation des diplômes, la professionnalisation des études et la privatisation des universités et des lycées. Nous devons nous battre aujourd'hui pour ne pas être encore plus exploités demain. La même logique est à l'œuvre dans toutes les réformes du gouvernement: revenir sur tous les acquis sociaux gagnés par nos luttes. Ils ont déjà « réformé » les retraites, la Sécu, l'assurance chômage. Ils nous préparent un avenir de merde, à base d'emplois précaires et sous-payés. Raffarin, c'est No Future.

C'est cette logique libérale, au service des patrons, que les gouvernements européens veulent institutionnaliser par leur projet de Constitution. C'est la logique de la directive Bolkenstein, qui transforme le droit du travail en moins-disant social, qui nivelle par le bas les salaires, les acquis sociaux.

En Irak, nos gouvernements se vantent d'avoir amené la démocratie, fort de la mascarade électorale qu'ils ont organisé sous occupation militaire, sans aucun observateur international. Ces élections ne sont pas légitimes, le gouvernement qui en sortira sera un gouvernement fantoche, à la botte des puissances occupantes. En Irak, la démocratie c'est la résistance, c'est le retrait des troupes. Contre le partage du monde par les puissances, contre les occupations militaires en Irak, en Palestine ou en Côte-d'Ivoire, il faut dire NON à cette constitution qui place la « défense » européenne sous la férule de l'Otan avec comme objectif le plan grand moyen orient de Bush.

Par nos luttes, nous disons NON à Chirac, NON à cette constitution, NON à l'Europe du fric et de la guerre. Notre NON doit d'inspirer des luttes dans l'éducation, chez les salariés, les jeunes, car c'est dans nos luttes que nous construisons la seule alternative au capitalisme, une société sans exploitation, sans profit.

C'est pourquoi nous ferons converger nos luttes à Bruxelles le 19 mars prochain, contre l'Europe de la guerre, du racisme et des patrons.

## Thomas Friedman, du New York Times, rencontre ACG

Son nom ne vous dit peut-être rien, mais sachez qu'aux États-Unis T. Friedman est l'éditorialiste vedette du New York Times. Fin janvier, il était de passage en France à l'occasion d'un reportage sur les rapports des jeunes Européens avec les États-Unis. C'est dans ce cadre qu'il a souhaité rencontrer des militants d'Agir Contre la Guerre (ACG), afin d'en savoir un peu plus sur ce qui motive des jeunes, en France, dans leur opposition à la guerre sans limite.

Plusieurs militants des JCR investis dans ACG ont participé à la rencontre. L'entrevue a duré une heure et demie et elle a été fort instructive, pour nous comme pour le journaliste. Friedman se présente comme un opposant à Bush et à la guerre en Irak. A priori, on aurait pu trouver un terrain d'entente. Mais la réalité a été bien différente. Cela nous a en fait permis de remettre à jour nos arguments contre l'occupation

de l'Irak.

Dès le début nous lui expliquons que nous sommes pour le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes d'Irak et que nous combattons l'idée qu'une quelconque démocratie pourrait exister sous occupation militaire. Il nous dit qu'il s'est opposé à la guerre mais que, dans la mesure où elle est arrivée, il faut tout faire pour qu'elle soit le plus utile possible aux Irakiens. Les prétextes de la guerre étaient mensongers, mais maintenant qu'elle a lieu, peut-être qu'elle peut quand même servir à quelque chose. Dès lors, nous comprenons bien qu'un gouffre nous sépare.

Toute la suite, sur la résistance irakienne, sur les élections, sur les collaborateurs irakiens, sur l'Afghanistan, sera la démonstration que tous ceux qui font la moindre concession face à l'occupation de l'Irak sont amenés à défendre des positions

qui sont plus proches de celles de Bush que de celles du mouvement anti-guerre. La discussion avec Friedman nous a une fois de plus permis de mieux comprendre le mécanisme qui entraîne des « opposants » à la guerre à un soutien objectif à l'oppression du peuple irakien.

Un élément positif tout de même: Friedman n'est pas n'importe qui, et le fait qu'il ait choisi Agir Contre la Guerre pour en savoir plus sur les jeunes qui luttent contre la guerre révèle qu'ACG est aujourd'hui un élément incontournable dans le mouvement anti-guerre. Un bel encouragement pour la suite et pour les prochaines mobilisations.

Julien, [Tolbiac]



T. Friedman

## Sommaire

### Monde

Tsunami	4
Russie: guerre pour le pétrole	
L'OTAN en ex-Yougoslavie	
Élections en Irak	5
Élections en Palestine	
La nouvelle administration Bush	

### Dossier: course à l'armement 6-7

### Hexagone

Loi Fillon	8
LMD-ECTS	
Répression contre Act-Up	
Campagne contre la Constitution	9

### Kultur

Esperanto	10
Les Zombies, qui sont-ils ?	
Musique sur internet	

### Histoire

40 ans après la mort de Malcolm X	11
-----------------------------------	----

## Le tsunami est passé... la dette reste !!

**D**epuis le séisme du 26 décembre 2004 au large de l'Indonésie, beaucoup de chiffres ont fait les gros titres de l'actualité, malheureusement toujours en hausse: nombre de victimes, coût des dégâts, aides internationales... Les rencontres entre grandes puissances se sont succédées: conférences de Djakarta, réunion du G8, réunion du Club de Paris... 11 pays ont été touchés: Indonésie, Inde, Sri Lanka, Thaïlande, Somalie, Kenya...

L'aide promise est estimée à 6 milliards de dollars, dont 4 par des institutions officielles. Il faut savoir que moins de 20 % des sommes promises sont arrivées pour les survivants du tremblement de terre à Bam (en Iran) qui a eu lieu il y a moins d'un an.

Loin de vouloir critiquer cet élan de générosité provoqué en grande partie par l'offensive médiatique, il faut dire que ce que ne veulent pas faire les gouvernements pour ne pas utiliser des sommes servant à faire leurs guerres et à soutenir les grandes entreprises, ils nous demandent de le faire!

À la fin 2003, la dette extérieure de ces 11 pays s'élevait à 406 milliards de

dollars! Cette même année ils ont remboursé 68 milliards de dollars à leurs créanciers (les grandes puissances). La ponction est énorme: entre 1980 et 2003, les remboursements ont représenté 11 fois leur dette de 1980 alors que dans le même temps cette dette a été multipliée par 5. Quels créanciers oseraient déclarer publiquement qu'il va continuer à attendre des remboursements des pays sinistrés?! Cependant aucun n'y a définitivement renoncé. La réunion du Club de Paris, regroupant 19 pays riches, a conclu que les créanciers étaient prêts à suspendre les paiements, sans annulation significative de cette dette, confirmant la proposition de moratoire du président Chirac. Le fait que les grandes puissances se contentent d'un simple moratoire est indécent!! Le paradoxe de ce désastre naturel (tsunami) est qu'il va permettre aux créanciers par l'intermédiaire des dons de rembourser un peu plus la dette!

Il est temps d'exiger des grandes puissances une véritable annulation de la dette extérieure des pays dévastés, et plus largement de tous les pays en développement, qui chacun à leur manière, subissent une catastrophe sociale et humaine. Ils remboursent des sommes colossales et ne sont pas en mesure de garantir le minimum vital à leurs peuples. Ce n'est pas de la charité que d'exiger cela, mais il s'agit tout simplement de justice!!



Hanane, [St Denis]

### Bill Gates en croisade contre les « nouveaux communistes »

Lors d'une conférence de presse, le patron de Microsoft, interrogé à propos des copyrights et des brevets, grâce auxquels il a fait toute sa fortune, a eu cette réponse évocatrice: « Je dirais que parmi les économies mondiales, il y en a plus, aujourd'hui, qui croient au respect de la propriété intellectuelle. Il n'y a jamais eu aussi peu de communistes aujourd'hui dans le monde. Il y a pourtant certains communistes d'un genre nouveau, cachés sous différents masques, qui veulent se débarrasser des mesures incitatives dont bénéficient les musiciens, les cinéastes et les créateurs de logiciels ».

### Harry le Nazi

Lors d'une soirée costumée intitulée « colons et indigènes » (1), le Prince Harry, fils de Charles et Diana, n'a rien trouvé de mieux que de se déguiser en Nazi, croix gammée au bras. Tollé dans la presse britannique et demande d'excuses de la part de nombreux gouvernements, au premier rang desquels Israël. Du coup, toute la presse s'est intéressée au milieu fréquenté par Harry et les infos ont commencé à sortir: un milieu fachos, réac, qui pratique la chasse à courre et déteste tous ceux qui ne sont pas nobles. Des gens bien, quoi.

### Interdire les symboles communistes ?

Non, ce n'est pas (encore) le prochain projet de Chirac et Raffarin. Mais cela se discute au parlement européen... Suite à « l'affaire Harry le Nazi », de nombreuses discussions ont eu lieu à travers l'Europe pour savoir s'il fallait interdire complètement les croix gammées. Aussitôt un groupe de députés européens d'Europe de l'Est en a profité pour demander « l'interdiction des symboles communistes si la croix gammée est effectivement bannie ». Cette demande sera examinée par F. Frattini, commissaire européen chargé de la Justice, de la Liberté et de la Sécurité. Planquez vos Tee-Shirts, badges, autocollants!

### Plainte contre des militaires français au Rwanda

Une plainte a été déposée par des rescapés du génocide (1994) mettant en cause l'armée française. Selon eux, l'armée française aurait laissé pénétrer les milices hutues dans des camps de réfugiés tutsis, allant même jusqu'à leur fournir une « aide logistique ». Autre accusation: des réfugiés auraient été balancés dans le vide depuis des hélicoptères français. Affaire à suivre.

## Guerre pour le pétrole russe

**C**'était il y a un an et demi. Juste avant les élections législatives russes, le pouvoir de Poutine fait arrêter et mettre en prison Mikhaïl Khodorkovski, un multimilliardaire, PDG du groupe Ioukos, spécialisé dans le pétrole. Khodorkovski fait à l'époque campagne contre Poutine et nul doute que cette arrestation a eu lieu pour des motifs politiques, Poutine n'aimant pas qu'on lui fasse de l'ombre. Mais ce qui se trame est beaucoup plus profond: la lutte entre deux clans pour le contrôle de la production du pétrole russe, source de profits considérable dans le deuxième pays producteur de pétrole, juste derrière l'Arabie Saoudite.

Un industriel états-unien déclare à l'époque « [que] l'erreur de Khodorkovski a été de faire savoir qu'il souhaitait vendre une partie de Ioukos à ExxonMobil [firme états-unienne] pour 25 milliards de dollars ». Poutine a pour sa part décidé que la production de pétrole passerait sous contrôle de l'État russe. Son objectif est de démanteler Ioukos et de nationaliser son secteur pétrolier, Iouganekftgaz. L'« affaire Ioukos » va depuis connaître de nombreux rebondissements.

Les récents développements de « l'affaire » sont assez éclairants sur la situation internationale et sur la guerre pour le contrôle du pétrole. Face à la menace d'une nationalisation, Ioukos, dont le siège est aux États-Unis, fait appel à la Justice états-unienne au début du mois de décembre 2004. Le 17 décembre, le tribunal de Houston décide de mettre la firme sous protection de la loi états-unienne sur les faillites, gelant son rachat par la compagnie nationale russe Gazprom. Qu'à cela ne tienne, le pouvoir russe va contourner la loi états-unienne en créant une



société (privée) bidon, Baikalfinansgroup, qui va pouvoir racheter Iouganekftgaz. Quelques jours plus tard, cette société bidon est rachetée par la firme russe Rosneft, qui elle-même va fusionner avec Gazprom. Le tour est joué, le pétrole passe sous contrôle de l'Etat-Poutine.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Beaucoup de monde s'est interrogé au sujet de la provenance de l'argent qui a permis le rachat de Iouganekftgaz (7 milliards d'Euros). Et là... surprise! On découvre fin janvier que la compagnie pétrolière chinoise publique CNPC va accorder un prêt de 6 milliards de dollars à Rosneft, en « échange » d'un contrat prévoyant la livraison à la Chine de 50 millions de tonnes de pétrole russe d'ici à 2010.

C'était un épisode de la série « la guerre pour le pétrole », avec aujourd'hui la Chine qui vole au secours de la Russie pour contourner la Justice des États-Unis en échange de pétrole. Quand ces trois-là passeront à l'étape suivante, il ne restera plus grand monde pour ramasser les morceaux.

Julien, [Tolbiac]

## L'OTAN en ex-Yougoslavie: un rôle de maintien de la paix ?

**L**es médias et les dirigeants présentent souvent l'OTAN comme une organisation ayant pour but de protéger les populations contre la barbarie de la guerre, du totalitarisme ou du terrorisme. Face au désastre de la politique de l'OTAN dans les Balkans on est en droit de se poser certaines questions...

6 ans après la guerre du Kosovo des voix commencent à s'élever contre les violences perpétrées par les forces de l'OTAN. En effet, l'Église orthodoxe serbe vient de déposer une plainte auprès de la Cour européenne de justice. Pour Mgr Artemije, évêque de Prizren et Raska (Kosovo): « Cette plainte couvre l'ensemble des destructions commises depuis l'entrée des

ne concerne donc pas les vols, les viols, les pillages, les meurtres [commis par l'OTAN] dont la communauté serbe a été victime durant cette même période ».

L'OTAN a encouragé et accéléré la déstabilisation des Balkans. La politique stratégique visant à armer « l'armée croate ou celle de Sarajevo [bosniaque]; l'Armée de libération du Kosovo (UCK) en 1999 » (1) pour équilibrer les forces avec l'armée serbe, a mené à l'éclatement des conflits ethniques. Par exemple, les Serbes sont aujourd'hui victimes des mêmes discriminations qu'hier leur État faisait subir aux Albanais.

En Bosnie-Herzégovine ni les accords de Dayton, ni la résolution 1244 de l'ONU n'ont réussi à enrayer les logiques guerrières. Dix ans après la guerre, l'EUFOR (7000 soldats, issus d'une trentaine de pays, dont 22 de l'UE) stationne encore dans le pays pour maintenir un État factice dessiné par les puissances occidentales. « En l'absence de rapports de forces permettant aux peuples de décider eux-mêmes de la forme politique



Les « soldats de la paix » de l'OTAN accueillis lors de leur arrivée en ex-Yougoslavie: « Assassins, rentrez chez vous! »

troupes de l'OTAN au Kosovo et Metohija, en juin 1999. (...) Cette plainte concerne exclusivement les violences commises contre l'Église et ses possessions, elle

la plus propice à la défense de leurs droits universels (sociaux, culturels, politiques), les grandes puissances s'arrogent le droit de déterminer qui peut former un État et

sur quelles bases (2) ».

Aujourd'hui à travers le « Partenariat pour la Paix » l'OTAN tente de se construire une zone d'influence plus solide dans les Balkans. La possible adhésion de la Bosnie et de la Serbie à ce programme au sommet de Nice (2005) représente pour les États-Unis d'Amérique et l'Union Européenne la possibilité de contrôler d'avantage la politique administrative, stratégique et commerciale de la région.

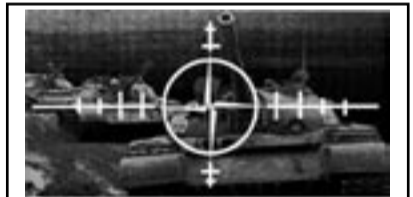
Ce « partenariat pour la paix » loin d'être un cadeau pour les populations traumatisées par la guerre vise à instaurer le néolibéralisme dans la région. Cela rime dans les Balkans avec les vagues de privatisations (3), la baisse des salaires et l'explosion de la prostitution. L'OTAN ne fait qu'attiser les antagonismes existants entre les populations et enfonce la région dans la misère pour le bonheur des multinationales occidentales. Nous devons stopper l'OTAN.

Benjamin, [Tolbiac]

#### Notes

- 1: Article de Catherine Samary paru dans le Monde Diplomatique de mai 2003. Dans le chaos de l'après-guerre, des protectorats pour gérer la victoire.
- 2: Barbara Delcourt et Olivier Corte, Ex-Yougoslavie: droit international, politique et idéologies, Bruylant, Université de Bruxelles, 1998
- 3: Voir article de OSLOBODENJE, du 24 janvier 2005, Bosnie: 90 % des entreprises ont été privatisées dans le canton de Sarajevo, [http://www.paixbalkans.org/presse\\_bosnie.htm](http://www.paixbalkans.org/presse_bosnie.htm)

### Tracts parachutés par l'OTAN à l'attention des forces serbes en 1999 lors de la guerre au Kosovo



« Attention: (...) vous êtes maintenant une cible de l'OTAN. Vous continuerez à être bombardés tant que vous n'aurez pas regagné votre garnison. Faites-le tant que vous le pouvez encore. »



« Ne m'attendez pas! Attention (...). Restez au Kosovo, ou abandonnez votre unité et votre équipement et quittez le Kosovo immédiatement. Si vous décidez de rester, l'OTAN vous attaquera de tous les côtés ».

# Mascarade électorale en Irak : La démocratie est impossible sous l'occupation !

**O**ubliés les mensonges de l'administration Bush pour justifier la guerre, oubliées les centaines de milliers de victimes de l'intervention des puissances occidentales en Irak, oublié le tollé international... Les principaux médias et la quasi-totalité des politiciens communient pour célébrer les « premières élections libres de l'après Saddam », et essaient de nous faire croire que les problèmes vont maintenant s'arranger.

## Aucune condition démocratique remplie...

Si cette élection avait eu lieu dans n'importe quel autre pays, elles auraient été dénoncées par la « communauté internationale ». Absolument aucune garantie et preuve de transparence n'a été présentée tout au long du scrutin : avec des candidats inconnus de la population et filtrés par l'administration Bush, débats et programmes politiques absents, une campagne quasi inexistante, des frontières fermées au moment du scrutin, aucun observateur international présent... Peut-on sérieusement parler de scrutin démocratique ?

Comme d'habitude, les « beaux » chiffres nous ont été sortis, avec par exemple les fameux 70 % de participation. On ne connaît cependant toujours pas le nombre d'inscrit-e-s sur les listes électorales. Compte tenu de l'évidence que ces élections ne répondent pas aux critères démocratiques de base, ces discours et

ces chiffres ne sont pas crédibles en seule seconde. Dans l'exil, seul un Irakien sur neuf a voté.

Il faut rappeler les élections organisées au Sud-Vietnam en septembre 1967, quand la presse titrait que les électeurs avaient massivement plébiscité (à 83 %) l'occupation américaine malgré la « terreur » du Vietcong. La résistance vietcong s'est poursuivie durant les 8 années suivantes jusqu'au départ de l'armée US.

## La coalition cherche à diviser les Irakiens

Ces élections auront surtout servi aux Américains à attiser les divisions au sein de la population irakienne. Les circonscriptions étaient délimitées selon des critères ethniques ou religieux, encourageant les partis à limiter leur programme à une appartenance ou une autre. Les plus radicaux du Pentagone et les généraux israéliens argumentent depuis longtemps pour démembrer l'État irakien en s'appuyant sur des notables locaux, pour contrôler plus facilement les régions riches en pétrole.

Il y a plusieurs obstacles à ce projet, qui implique de susciter une guerre civile entre Irakiens : les oppositions entre chiites et sunnites, par exemple, n'ont pas entraîné de guerres de religion depuis des siècles, contrairement aux catholiques et aux protestants... Surtout, la majorité des Irakiens ne restent opposés-e-s à l'occupation. Enfin, il existe une forte tradition de luttes sociales en Irak, et des grèves réunissant des travailleurs de différentes cul-

tures éclatent depuis plusieurs mois dans des secteurs comme la chimie, l'électricité, le textile.

Il est donc indispensable de ne pas tomber dans le piège des partisans de la guerre, qui font passer Al Qaida, et le mystérieux Al Zarqoui, comme le centre de tout ce qui se passe dans le monde et en Irak.

## Ne les laissons pas faire !

On assiste un net renforcement du ralliement global des dirigeants de la planète, à la position de coalition Bush, Blair and co. Quand à Chirac, qui s'est félicité du succès de ces « élections », avant les retrouvailles avec son ami retrouvé G.W Bush, le 22 février prochain, il montre une fois de plus sa vraie posture à l'égard de l'occupation. Désormais en total soutien à la coalition.

Après avoir accepté, lors du dernier sommet de l'OTAN à Istanbul en juillet 2004, que l'État français forme des officiers de l'armée irakienne, il affichera à travers sa Ministre de la défense, sa volonté de collaborer de manière encore plus importante, au « travail » mené par la coalition pour rendre ce pays « libre ». Ou plutôt pour récupérer une juteuse part du gâteau que les marchés pétroliers et de reconstruction



« Excusez-moi, le bureau de vote s'il vous plaît ? »

voit s'offrir moyennant quelques services militaires supplémentaires. Notre gouvernement risque donc d'engager un peu plus notre pays dans l'occupation. À nous de dénoncer ce qu'Alliot Marie acceptera cette fois-ci à Nice pour servir la coalition.

Et devant le brouillage médiatique de plus en plus présent qui entretient une seule forme de pensée, nous présentant ce scrutin comme un grand pas pour la démocratie, il est de notre tâche de militants révolutionnaires de contribuer à gagner la bataille de l'opinion publique, et de renforcer la confiance du mouvement anti-guerre international. Pour dénoncer toute occupation militaire de l'Irak par les États-Unis, la Grande Bretagne, la France ou l'OTAN et pour exiger qu'enfin le pouvoir et les richesses soient véritablement rendus aux Irakiens. Us go home !

Vincent, [Marseille]

## Bush II, le jugement dernier

**I**l est de retour, et il nous a présenté sa nouvelle équipe et son nouveau projet. Le 20 janvier dernier, Bush a officiellement pris ses fonctions pour son deuxième mandat.

C'est sa nouvelle secrétaire d'État, C. Rice, qui a ouvert les hostilités lors de son audition par le Sénat : « Nous allons répandre la liberté et la démocratie à travers le monde (...). Dans le monde, il existe des avant-postes de la tyrannie (...), à Cuba, en Birmanie, en Corée du Nord, en Iran, en Biélorussie et au Zimbabwe ». Le nouvel « axe du mal ». Elle n'a pas oublié au passage de rappeler à l'ordre la Russie : « la protection de la démocratie est vitale en Russie pour l'avenir des relations américano-russes ». Le lendemain, Bush lui a emboîté le pas, en prononçant le mot « liberté » 42 fois dans son discours d'investiture, en précisant les menaces sur l'Iran, affirmant qu'il n'écarte « aucune option », et en s'en prenant à... la Chine : « Nous voulons avoir des relations amicales avec la Chine, mais qu'ils ne se livrent pas à la prolifération nucléaire ». Ambiance...

Et pendant ce temps-là, la presse nous explique que « Bush II » sera différent de « Bush I », que l'administration états-unienne va faire dans le « multilatéralisme » et va être plus « modérée ». On n'a pas dû entendre les mêmes discours. Surtout lorsque l'on sait que Bush a non seulement maintenu Rumsfeld, sous l'autorité duquel se sont opérées les tortures en Irak, mais qu'il a en plus nommé au ministère de la Justice Alberto Gonzales. Gonzales, ancien conseiller juridique de la Maison Blanche, est à l'origine du régime juridique appliqué



C.Rice. Sans doute en train de dire « Justice ».

aux prisonniers de Guantanamo. Il est également l'auteur d'une note qui affirme qu'il faut « redéfinir la notion de torture » dans la mesure où la « guerre contre le terrorisme rend obsolètes (...) les strictes délimitations fixées par les conventions de Genève aux interrogatoires des prisonniers ». On notera aussi la nomination à la Sécurité intérieure de Michaël Chertoff, qui a joué un rôle déterminant dans l'élaboration et la mise en place du Patriot Act aux États-Unis.

Une équipe sympathique, en somme, qui laisse présager un bel avenir à tous les peuples du monde. Les États-Uniens, qui vont apprendre à leurs dépens qu'on ne peut pas avoir un budget militaire en augmentation constante sans taper dans les budgets sociaux, et tous les autres, en premier lieu les Iraniens, qui vont apprendre, à coups de bombardements et de torture, que la liberté ça se mérite. Bref, on a du boulot...

Julien, [Tolbiac]

## Élections en Palestine Une « nouvelle chance pour la paix » ?

**D**epuis la mort d'Arafat, on ne cesse de nous répéter qu'il n'y a désormais « plus d'obstacle à la paix au Proche-Orient ». Ainsi le vrai « obstacle » ne serait ni les incursions israéliennes et les couvre-feux quotidiens, ni les checkpoints, ni le Mur, ni l'occupation des territoires depuis 67, ni la politique discriminatoire et raciste de l'État d'Israël, ni l'expulsion de quelques 800000 Palestiniens en 48... Non. L'« obstacle à la paix », c'était Arafat ! Or Arafat est mort. Donc, à en croire la presse et les hommes politiques, l'avenir s'annonce radieux pour le peuple palestinien. Tellement radieux, qu'Israël a consenti à organiser des « élections démocratiques » en Palestine, pour lui trouver un successeur plus docile, en la personne de Mahmoud Abbas.

L'oppression des Palestiniens ne s'est pas arrêtée avec la mort de Yasser Arafat et son remplacement par Abbas.

L'élection d'Abbas ne va rien changer à la situation des Palestiniens. En fait, elle va même peut-être l'empirer : à peine élu, il a déjà fait interdire le port d'arme dans

la population palestinienne, ainsi que les tirs de roquettes Qassam à Gaza, tout cela dans le cadre d'une campagne contre le « chaos des armes ». Ainsi pour Abbas aussi, l'urgence n'est pas de combattre (militairement ou pas) l'occupation israélienne, mais de faire taire les différentes composantes de la résistance nationale palestinienne, pour s'assurer d'être un interlocuteur privilégié de Sharon et Bush. Il se fixe les mêmes objectifs que les dirigeants israéliens ! Et c'est d'ailleurs le rôle principal de l'Autorité palestinienne : alléger les tâches répressives de l'armée d'occupation, en les prenant en charge elle-même !

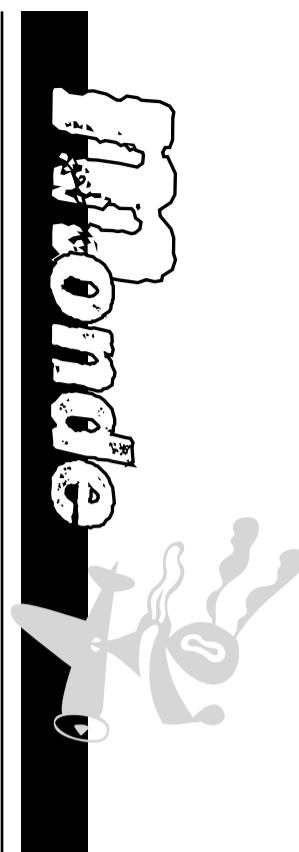
On peut appeler ça une « chance pour la paix », mais il faut préciser de quelle paix on parle : Abbas doit « pacifier » la population palestinienne, il doit faire en sorte qu'elle foute enfin la paix à l'État d'Israël, à son armée et à ses colons. Cette paix n'est pas celle pour laquelle se battent les Palestiniens. C'est une paix impérialiste, qui n'avantage que Bush, Sharon et leurs alliés.

Face à la situation là-bas, et à la propagande quotidienne, nous devons répondre, avec les Palestiniens : PAS DE PAIX SANS JUSTICE !

Gabriel, [Nanterre]



Bush, Sharon et Abbas en juin 2003. Avec ces trois-là pour organiser la « paix », on est rassuré...



## Ils l'ont dit

« Les Américains ont clairement fait savoir ce qu'ils voulaient. J'ai reçu un capital politique pendant cette campagne et j'entends bien le dépenser. (...) J'ai un grand programme à l'esprit. Quatre années sera une courte période pour le réaliser ».

G.W. Bush  
02/02/05

« L'Amérique et le monde libre sont une fois de plus engagés dans un combat de longue haleine contre l'idéologie de la haine, la tyrannie, la terreur et le désespoir (...). Nous allons répandre la liberté et la démocratie à travers le monde ».

C.Rice  
20/01/05

« La cause que nous défendons, c'est que le peuple iranien puisse avoir une chance de déterminer son propre avenir, et à l'heure actuelle, sous le régime des Mollahs, il n'en a pas la possibilité ».

C.Rice  
03/02/05

« En fait, c'est très amusant de combattre. Vous savez, c'est vraiment marrant. C'est amusant de tirer sur certaines personnes. Je vais être franc avec vous, j'aime la bagarre. (...) En Afghanistan, il y a des types qui frappent des femmes pendant 5 ans parce qu'elles n'ont pas porté le voile. Des types comme ceux-là ne sont plus des hommes de toute façon. C'est vraiment le pied de leur tirer dessus ».

Le Général états-unien F. Mattis  
01/02/05

« Ce qui s'est produit durant le service de nuit à Abou Ghraïb [prison en Irak où ont eu lieu des tortures multiples], à l'autre bout du monde, est clairement quelque chose que quelqu'un à Washington ne pouvait ni organiser ni gérer. C'est pour cela que je n'ai pas de regret ».

D. Rumsfeld  
03/02/05

« Il faut attaquer Gaza comme Bush a attaqué l'Irak. Quand il a fallu protéger les gens contre les attentats à Jérusalem, l'armée a réoccupé la Cisjordanie [en 2002]. Maintenant elle doit reprendre Gaza ».

Un porte-parole des colons de Gaza  
30/01/05

# Course à l'armement: stopp

« Nous avons besoin de forces armées rapidement déployables et totalement intégrées entre elles, capables d'arriver rapidement sur des champs de bataille lointains et de coopérer avec les forces aériennes et navales pour frapper nos adversaires rapidement, avec précision et de manière dévastatrice. » Donald Rumsfeld.

**C**ette déclaration de Rumsfeld a le mérite de la clarté. Voilà exposée en quelques mots la logique actuelle de militarisation, d'augmentation des budgets militaires et de course à l'armement des grandes puissances.

de dollars dans l'acquisition de nouveaux systèmes d'armement. Ces budgets explosent pendant que ceux de l'Éducation ou de la Santé dégringolent.

## La France: en plein dans cette logique

On entend trop souvent dire que la France et L'Union Européenne sont en dehors de cette logique. Pourtant Michèle Alliot-Marie vient d'annoncer le lancement de la phase de conception du second porte-avions français, confié à la DCN et à Thalès Naval France pour la modique somme de 100 millions d'euros. La loi de programmation militaire du 4 décembre 2002, pour les années 2003-2008 a fait passer les crédits d'équipement à 14,64 milliards de moyennes annuelles c'est-à-dire une augmentation de 0,8%. Comment oublier la participation de la France aux guerres et occupations militaires en Afghanistan et en Haïti (aux côtés des États-Unis), ainsi qu'en Côte d'Ivoire.

## L'Europe puissance, une alternative à l'impérialisme US ?

Quant à l'Europe sa politique étrangère est du même acabit. « Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires », comme nous le rappelle le projet de Constitution (Art. I-41). Cela revient à exiger l'augmentation des bud-

gets de la Défense de chaque pays et leur participation à une armée européenne. L'accélération de la mondialisation capitaliste a créé de nouvelles rivalités au niveau mondial. On nous présente le projet d'Europe-puissance comme alternatif à la brutalité de l'impérialisme dominant. Il n'y a rien de progressiste là-dedans: ils cherchent à opposer un impérialisme à un autre.

## Un monde de paix et de démocratie...

Il y a 15 ans, lors de la chute de l'URSS, la classe dirigeante promettait une ère de paix. Normal, c'était « la fin de l'Histoire ». Mais c'est à un redéploiement des forces impérialistes, à plus d'instabilité et de guerres que nous assistons, poussant les puissances occidentales à se réarmer et à moderniser leur matériel militaire. Les opérations militaires contre les États « ennemis » et contre leur population se sont multipliées. Les mêmes arguments sont toujours rabâchés: l'apport de la démocratie (au service des impérialistes), et d'une économie de marché (au service des impérialistes). L'administration Bush sous-entend même qu'il s'agit d'une mission divine afin de combattre l'Islam, nouvel ennemi à la place du communisme.

## Le capitalisme, c'est la guerre

La guerre n'est pas le produit de la fatalité ou de la nature humaine mais celui de la politique d'une poignée de puissants qui nous gouvernent. Pour faire remonter le taux de profit, les capitalistes ont besoin

de contrôler voire diriger de larges zones de la planète pour s'accaparer de nouvelles ressources naturelles et les richesses. Pour y parvenir la guerre peut devenir le moyen le plus efficace. C'est aussi un moyen de pression contre tous les individus et les peuples qui voudraient contester. En bref, la mondialisation du capital et le militarisme apparaissent comme deux aspects de la domination impérialiste. Pour les profits de quelques multinationales, ils exploitent et ils



Cathy et Dimitri, [Metz]

## Une arme, combien ça coûte ?

Au cas où ça vous intéresserait de vous en procurer pour une manif, ou bien si vous voulez savoir comment ils font pour dépenser autant d'argent pour acheter des armes, voici une liste non-exhaustive du prix indicatif des principaux équipements militaires.

**Un satellite militaire d'alerte:**  
1.5 milliard d'Euros

**Un sous-marin nucléaire dernière génération:**  
2.3 milliards d'Euros

**Un avion Rafale:**  
140 millions d'Euros

**Un char lourd (tank) Leclerc:**  
7.5 millions d'Euros.

**Un dépanneur pour char Leclerc:**  
5 millions d'Euros

**Un hélicoptère Apache** (celui qui est en photo à côté):  
20 millions de Dollars

**Un missile Tomahawk:**  
1.6 millions d'Euros



Le porte-avions français Charles de Gaulle a coûté environ 2.5 milliards d'Euros.



Bombardier états-unien B2: 2 Milliards de dollars la pièce.



## Nucléaire « civil », nucléaire militaire

**L**e contexte de la guerre sans limite, du contrôle du pétrole irakien, soulève aussi le débat du choix historique des énergies et en ce qui concerne la France, celui du nucléaire. En fait, il y a une imbrication entre le nucléaire « civil » et militaire. Comme l'écrit Mary Bird Davis dans *La France nucléaire*:

« Le drame initial et majeur du développement de l'énergie nucléaire est que celui-ci s'est fait pendant la Seconde guerre mondiale, et s'est amplifié pendant la course aux armements avant la guerre froide (...). Aux États-Unis, comme un peu plus tard en URSS et en Europe (en particulier en Grande-Bretagne et en France), ce sont les programmes militaires qui ont, dans la plupart des cas, présidé aux premières réalisations à caractère industriel et déterminé le choix des solutions techniques adoptées ».

Le but premier était l'armement nucléaire, l'utilisation « civile » des techniques (réacteurs, enrichissement de l'uranium, traitement des combustibles irradiés) avait pour souci de rentabiliser les inventions,

techniques ou installations développées pour les besoins militaires.

Aujourd'hui, pour accéder à la technologie d'armement nucléaire et garantir son autonomie vis-à-vis des autres puissances, un État doit développer sa technologie nucléaire civile.

Le nucléaire « civil » amène non seulement les techniques mais aussi les matériaux pour l'armement. Il suffit de se souvenir de l'uranium appauvri utilisé depuis la

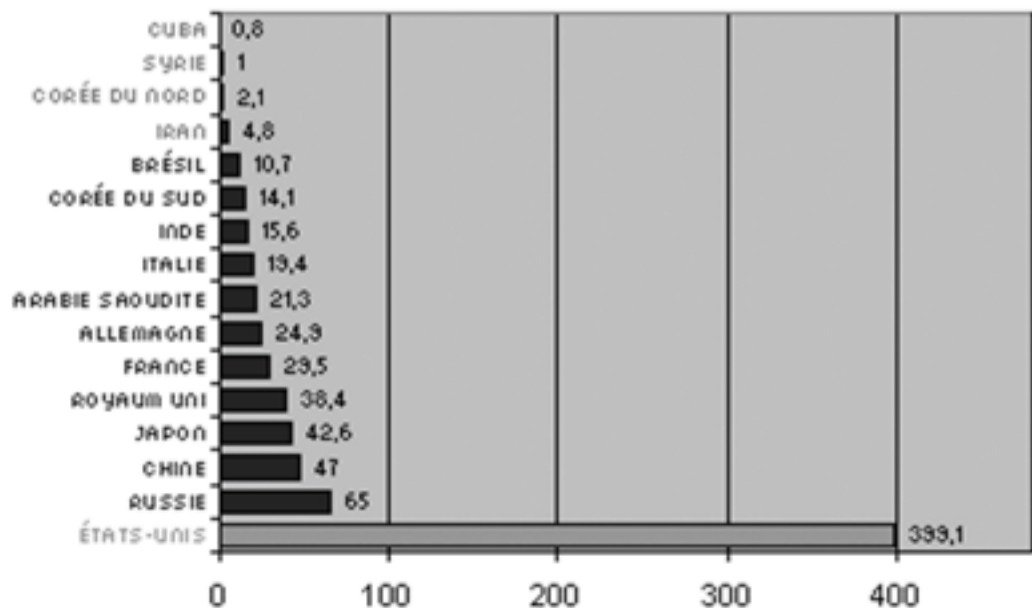
ère guerre du Golfe pour les munitions, le blindage des chars et les pointes des missiles. Souvenons-nous aussi des radiations qui ont provoqué cancers, mutations des nouveau-nés et désastre écologique.

Alors ne nous faisons pas avoir par la séparation artificielle entre nucléaire civil et militaire.



## Les budgets de l'armement: le véritable « Axe du Mal »

**BUDGETS DE DÉFENSE OFFICIELS 2003**  
DES ÉTATS-UNIS, DES DIX ÉTATS LES PLUS ARMÉS SUIVANT SET DES PAYS DE L'« AXE DU MAL » (EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Rodolphe, [Jussieu]

# ons la machine de guerre!

## Les marchands d'armes: la France bien classée

Les grandes puissances qui se présentent aujourd'hui comme ceux qui répandent la paix à travers le monde nous prennent vraiment pour des cons. Il suffit de regarder le classement des principaux exportateurs d'armes pour s'en rendre compte. Même s'il est difficile, étant donné le manque de transparence dans ce domaine (« Chut! Secret défense! »), d'avoir des informations précises et actualisées, les grandes tendances ne font aucun doute. Selon l'ONU,



entre 1998 et 2003, les 5 plus grands exportateurs d'armes conventionnelles

dans le monde sont, dans l'ordre: les États-Unis (41%), la Russie (22%), la France (9%), l'Allemagne (5,5%) et le Royaume-Uni (5,2%). Soit plus de 80% des armes vendues dans le monde à eux 5!

On connaît le vieil adage qui dit « si tu veux la paix, prépare la guerre ». A priori, c'est plutôt un adage plus récent, qui dit « si tu veux du fric et la domination, vends des armes » qui guide nos supervendeurs. Le marché des exportations d'armes ne doit pas être confondu avec celui de la production d'ar-

mes, en effet les industries d'armement des 5 pays cités plus haut vendent l'essentiel de leur production à « leur » État. Mais concernant les exportations, on parle quand même en terme de dizaines de milliards de dollars de dollars par an.

Exporter des armes permet de nouer des liens avec le pays qui les reçoit, d'où une guerre pour le marché et une course à la performance entre les pays producteurs. Obtenir un marché, c'est avoir l'assurance d'une coopération militaire renforcée avec le pays importateur. Idéal pour construire des alliances. Dans un monde où les rapports entre grandes puissances sont de plus en plus violents, le marché de l'armement est une aubaine économique et politique pour les pays les plus riches.

Au mépris de tous les traités et de toutes les conventions, nos marchands d'armes sont prêts à tout pour faire du fric. Les États-Unis vendent ainsi des armes à l'Arabie Saoudite, à Israël, au Pakistan, au Népal, à la Turquie... Pays on ne peut plus démocratiques. La France vend, pour sa part, des technologies à Israël, des tanks aux Émirats arabes unis, des véhicules blindés au sultanat d'Oman, des avions de combat au Pakistan et au Maroc, des hélicoptères à la Jordanie, des missiles exocet à la Malaisie... Une belle brochette de pays démocratiques, qui utilisent leurs armes essentiellement pour mater leurs propres populations ou pour terroriser les voisins.

La place de la France au pays des marchands d'armes nous permet de mesurer ses ambitions impériales à l'ère du redécoupage du globe entre les grandes puissances.

Julien, [Tolbiac]

## Traités sur l'armement: le royaume de l'hypocrisie

Reassurons-nous, la production et la vente d'armes sont régulées par de multiples traités internationaux: Traité de non-prolifération nucléaire, accords SALT (Strategic Arms Limitation Talks), accords START (Strategic Arms Reduction Talks), Convention de Genève, TICE (Traité d'Interdiction Complète des Essais), et même le « Code de conduite » (si, si!!!) de l'Union européenne...

Le plus important, et le plus révélateur d'entre eux, est le Traité de Non-prolifération nucléaire (TNP). Signé en juillet 1968, ce traité divise le monde en deux catégories: les États dotés de l'arme nucléaire (EDAN), et les États non dotés de l'arme nucléaire (ENDAN). Les premiers (Chine, États-Unis, URSS, France, Grande-Bretagne) s'engagent à ne pas aider un autre pays à acquérir des armes nucléaires, tandis que les autres s'engagent à ne pas fabriquer d'armes nucléaires et à ne pas essayer d'en acquérir. Les EDAN s'engagent par ailleurs à « négocier l'élimination » des armes qu'ils possèdent.

Un marché de dupes? Pas du tout, diront certains, car le respect du TNP se fait sous contrôle de l'ONU par l'intermédiaire de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA). Mais les plus malins auront remarqué que les 5 EDAN sont précisément les 5 membres permanents du conseil de sécurité de l'ONU... C'est sans doute ce qui permet de comprendre pourquoi ces 5 pays n'ont jamais respecté leurs engagements en terme de désarmement. Au contraire, les États-Unis fabriquent de nouvelles armes nucléaires.

Le TNP a été ratifié par tous les pays de l'ONU, sauf l'Inde, le Pakistan et Israël, les 3 autres États qui possèdent officiellement l'arme nucléaire. Cela pourrait surprendre.

Sauf que l'on sait que de nombreux pays ont dû signer ce traité sous la contrainte (économique, politique, militaire), contrainte dont n'a pas été victime, par exemple, l'État d'Israël, qui refuse toujours de se faire inspecter par qui que ce soit.

D'autres traités existent, sur les armes chimiques, biologiques, ou même sur le désarmement total. Le Traité d'interdiction totale des essais nucléaires (TICE) pose le principe de l'interdiction totale des explosions expérimentales d'armes nucléaires. Il n'a pas été ratifié par les États-Unis, Israël, la Chine, la Russie... Les États-Unis ont mis leur veto sur la convention sur les armes biologiques au motif que cela entraînerait des « inspections indiscrètes » et que cela « menacerait les intérêts commerciaux de [son] industrie des biotechnologies ». Sans commentaire... Un dernier pour la route: le protocole de Genève sur les armes incendiaires, que les États-Unis ont refusé de signer car il interdit... le napalm.

Ce que l'on peut en conclure, c'est que le principal rôle de ces traités est de permettre aux plus grands de maintenir leur hégémonie tout en se surveillant entre eux et qu'ils sont tellement peu contraignants que n'importe qui (à part les ennemis des États-Unis) peut les contourner. Deux poids, deux mesures, une fois de plus ces traités ne font que traduire les rapports de force entre les grandes puissances impérialistes.

Julien, [Tolbiac]

## Construire le mouvement anti-guerre, le rôle des révolutionnaires!

La période actuelle est donc claire: on assiste à la hausse des budgets militaires de toutes les grandes puissances, à une course aux armements sans précédent, tout cela dans le but de poursuivre la « guerre sans limites » entamée par Bush après le 11 septembre 2001. Après l'Afghanistan, on a eu l'Irak, qui sera le prochain? L'Iran probablement, ou alors la Corée du Nord, ou peut-être même la Syrie...

Pourquoi devons nous être contre ces guerres? Pourquoi devons nous être contre La guerre? Pas parce qu'on pense que la guerre ce n'est pas bien, car ça tue des gens et que ça les rend malheureux... Non, nous sommes opposés à la guerre, parce que cette logique de guerre permanente, qui caractérise la période dans laquelle nous sommes entrés, est le mode de régulation du capitalisme, que les grands de ce monde se servent de ce moyen pour sortir des crises que le maintien de ce système engendre.

À la fin de Fahrenheit 9/11, Michael Moore cite plusieurs passages, relatifs à la guerre, du roman « 1984 » de George

Orwell: « La guerre est engagée par chaque groupe dirigeant contre ses propres sujets et l'objet de la guerre n'est pas de faire ou d'empêcher des conquêtes de territoires, mais de maintenir intacte la structure de la société [...] la conscience d'être en guerre et par conséquent en danger, fait que la possession de tout le pouvoir par une petite caste semble être la condition naturelle et inévitable de survie ». Ainsi la guerre permanente permet de maintenir les structures sociales en l'état, et ce à quoi nous assistons aujourd'hui en Irak y contribue, et, les bombardements, les combats, n'ont pas pour objectif, comme on voudrait nous le faire croire de vaincre « l'ennemi absolu de la démocratie » mais bien de soumettre ce territoire pour des raisons économiques afin de satisfaire les intérêts privés des Nations Puissantes et ceux de leurs dirigeants. Le discours prononcé par Bush le 02/02/05 le confirme; au nom d'une victoire nécessaire en Irak, il annonce que le pays devra subir de « lourds sacrifices économiques »... le budget de l'armée double,

les budgets sociaux descendent en flèche, on connaît la musique...

Voilà pourquoi notre tâche en tant que révolutionnaires est de construire le mou-



vement anti-guerre! Car si ce mouvement est un jour victorieux, ce ne sera pas seulement une défaite du président Bush, aussi réelle soit elle, ce ne sera pas seulement une victoire du peuple irakien, ce sera une défaite du système tout entier, de ce système que nous voulons détruire!

Construire le mouvement anti-guerre et le mener à la victoire ça veut notamment dire soutenir les peuples en lutte, quels que soient leurs moyens! Oui, car la résistance contre la guerre, c'est quoi? C'est

des élections organisées et truquées de bout en bout par le gouvernement américain? Ou alors la lutte que mènent au quotidien les résistants irakiens? Que ce soit en Irak, en Palestine ou ailleurs, la seule vraie résistance, c'est celle des peuples qui se défendent contre les armées d'occupation!

Et si nous dénonçons la course aux armements dans laquelle se sont lancées les grandes puissances, nous n'avons pas d'opposition de principe concernant les armes... tant qu'elles sont dans les mains du peuple! Leur morale n'est pas la nôtre; ne tombons pas dans le piège du « terrorisme qui tue des innocents », parce que leur nouvelle bombe nucléaire c'est pour tuer des poulets peut être ?!

Nous soutiendrons tous ceux qui luttent sur le terrain, et nous nous battons pour mettre fin à cette guerre en Irak, parce que chaque petite victoire est un pas vers la destruction du système capitaliste!!

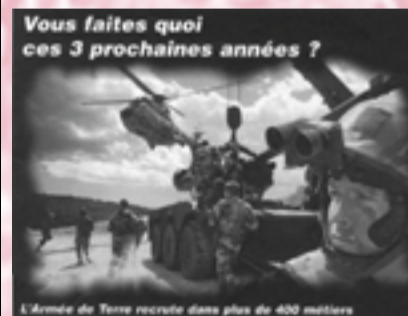
Pauline, [Nanterre]

## JAPD: vivier de recrutement

Depuis la fin du service militaire obligatoire, nous avons l'honneur de passer la journée d'Appel de Préparation de Préparation à la Défense. Les JAPD sont l'occasion rêvée pour le Ministère de la Défense pour effectuer son recrutement, notamment parmi les jeunes en difficulté scolaire. Le Ministère ne s'en cache pas d'ailleurs. Ainsi peut-on lire dans une brochure sur le service national: « La JAPD, carrefour d'orientation professionnelle. Deuxième pilier des Journées d'Appel de Préparation à la Défense: FACILITER le recrutement, civil et militaire, au profit du ministère. Pour les 750 000 jeunes, garçons et filles, qui suivent annuellement la JAPD, il s'agit d'une occasion unique de découvrir les opportunités professionnelles qu'offre le ministère de la Défense. Pendant la journée, ils découvrent les 500 métiers que propose la Défense soit pour des stages de découverte, des volontariats ou des contrats de plus longue durée ». C'est clair.

## Les belles affiches

Extraites de la campagne de recrutement du Ministère de la Défense



« Ca vous dit d'aller massacrer des innocents pendant trois ans ? »



« Solidarité avec les intérêts économiques des multinationales françaises! »

## Non à la loi d'orientation pour l'avenir de l'école !

**L**e Ministre de l'Éducation a présenté courant janvier sa loi d'orientation pour l'école, une véritable machine de guerre contre l'idée même de Service Public d'Éducation

### Le cadre de la loi

Fillon veut que sa loi entre en application à la rentrée 2005. Elle sera au Parlement à partir du 15 février. Le Cneser (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) ainsi que le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) ont rejeté très majoritairement le projet. Seuls la CFTC (ultra-minoritaire) et le MEDEF ont voté pour !

Dans l'article 19, il est dit que « Dans chaque école et établissement d'enseignement scolaire public, un projet d'école ou d'établissement est élaboré avec les représentants de la communauté éducative ». Cela signifie que, selon les résultats du lycée, celui-ci se spécialisera plutôt vers un type d'enseignement. Des options disparaîtront, car elles n'entreront plus dans le projet de l'établissement. On ne pourra pas les maintenir, car l'annexe précise : « la

loi organique relative aux lois de finances va donner aux établissements une responsabilité budgétaire plus grande en fonction d'objectifs pédagogiques clairement déterminés dans le cadre d'un contrat entre l'académie et les établissements ».

### Des projets pédagogiques individualisés pour plus d'inégalité

Avec le contrôle continu pour une partie du brevet et du bac (article 16), les diplômes n'auront plus de valeur nationale. On sait bien qu'un douze obtenu dans un grand lycée parisien équivaut à bien plus que dans des lycées de province, de banlieue, de ZEP, etc. Il existe déjà un barème officieux pour savoir ce que valent les notes d'un lycée à l'autre. Ce barème sera utilisé pour savoir ce que vaut tel ou tel bac. C'est la fin de l'égalité. Les lycées qui savent que « leur » bac ne vaudra pas grand-chose feront mieux de se spécialiser. Ils deviendront des lycées pro et n'offriront plus de choix d'orientation aux élèves. En même temps, on généralisera les « projets individuels » pour les élèves en grande difficulté.

« L'orientation et les formations proposées aux élèves tiennent compte de leurs aspirations, de leurs aptitudes et des perspectives professionnelles liées aux besoins prévisibles de la société et de l'économie. » On aura le choix entre trois voies : celle menant à des études longues, celle menant à des études courtes et celle menant à la professionnalisation. C'est à la fin de la 4e que se fera l'orientation. Elle dépendra uniquement des besoins des entreprises.

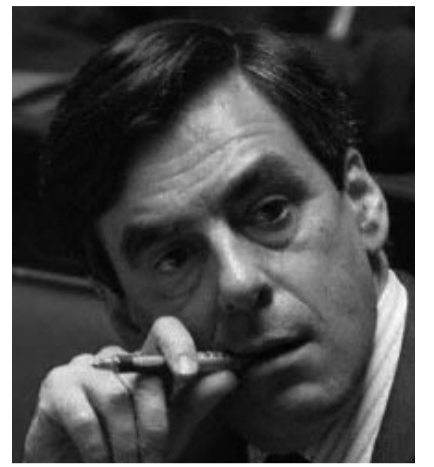
### Lire, écrire, compter, cliquer... et surtout obéir

Seul restera le « socle commun » : « la maîtrise de la langue française; la maîtrise des principaux éléments de mathématiques; une culture humaniste et scientifique permettant l'exercice de la citoyenneté; la pratique d'au moins une langue vivante étrangère; la maîtrise des techniques usuelles de l'information et de la communication. » Pour ce qui est de l'histoire ou des sciences, par exemple, seuls les meilleurs élèves y accéderont. Pour les options plus rares (langues rares, disciplines artistiques...) ce sera encore pire ! En revanche, l'école nous apprendra plus à obéir, à accepter l'ordre moral, la société telle qu'elle est. Le préambule de l'annexe le dit : « [l'école] doit transmettre aux élèves les valeurs morales qui fondent la vie en société ». Les « valeurs de la République » sont mises en avant. Chirac et Fillon veulent nous faire revenir à l'école de la IIIe République, celle où l'on obéissait sans poser de questions. Celle où l'on subissait l'arbitraire, la discipline, l'uniformisation.

### Plus de flics pour mieux défendre les intérêts des patrons

Ils veulent y ajouter la présence de la police, car « le chef d'établissement assure la liaison avec un correspondant de la police nationale ou de la gendarmerie; il signale au procureur de la République les infractions pénales en vue de mettre en œuvre des réponses rapides et adaptées. »

Il ne s'agit donc pas d'aider les élèves à réaliser pleinement leurs projets, à s'épanouir. En réalité, tout est fait pour que l'école soit au service du patronat.



Fillon, si tu savais...

C'est clairement ce que dit l'article 13 : « L'orientation et les formations proposées aux élèves tiennent compte de leurs aspirations, de leurs aptitudes et des perspectives professionnelles liées aux besoins prévisibles de la société et de l'économie. » On aura le choix entre trois voies : celle menant à des études longues, celle menant à des études courtes et celle menant à la professionnalisation. C'est à la fin de la 4e que se fera l'orientation. Elle dépendra uniquement des besoins des entreprises.

Nous n'avons aucune illusion sur ce qu'est l'école : aujourd'hui comme hier, elle est un instrument de reproduction des classes sociales. Très peu d'enfants d'ouvriers ou d'employés parviennent à mieux s'en sortir que leurs parents. L'école de la République et la « méritocratie » sont des mythes. Dans l'absolu, nous ne sommes pas contre l'idée de l'individualisation des parcours, de l'autonomie des établissements ni de l'apprentissage des techniques. Mais nous savons qu'en période de baisse des budgets et de privatisation de l'éducation, cela voudra dire la concurrence entre les établissements, la baisse du niveau, la casse des acquis collectifs. Les conventions collectives dans les entreprises permettent d'avoir, où que l'on soit, un salaire correspondant à son diplôme. Il existe donc des droits, acquis par les luttes, qui font que nous pouvons attendre quelque chose de l'école. C'est ce que le MEDEF veut stopper.

JB, [Nanterre]

### Le Pen et l'occupation allemande

Décidément, rien n'arrête le Führer du Front National. Dans une interview accordée en janvier au magazine fachos Rivarol, il a déclaré : « En France du moins, l'occupation allemande n'a pas été particulièrement inhumaine, même, s'il y eut des bavures, inévitables dans un pays de 550 000 kilomètres carrés ». Et plus loin : « Si les Allemands avaient multiplié les exécutions massives dans tous les coins comme l'affirme la vulgate, il n'y aurait pas eu besoin de camps de concentration pour les déportés politiques ». No comment.

### Gollnisch et les camps de concentration

Les récentes déclarations de Le Pen ne doivent pas nous faire oublier celles de Gollnisch, délégué général du Front National, à propos des camps de concentration : « Je ne mets pas en cause l'existence des camps de concentration, mais sur le nombre de morts, les historiens pourraient en discuter. Quant à l'existence des chambres à gaz, il appartient aux historiens de se déterminer. (...) Le débat sur les chambres à gaz appartient aux historiens. Cinquante ans après, il me semble que ce débat pourrait être libre. Il pourrait y avoir une confrontation, autrement que par tribunaux interposés ou procès d'intentions de part et d'autre ». Lorsqu'il est revenu, par la suite, donner des cours à la fac de Lyon-III, des affrontements ont eu lieu entre militants antifascistes et nerfs du FN. À l'heure actuelle, Gollnisch est suspendu.

### Barre et Gollnisch

Raymond Barre, ancien premier ministre de droite et ancien maire de Lyon, a commenté l'affaire Gollnisch : « C'est un homme sympathique. (...) Je connais bien Gollnisch, c'est un collègue (...). Il est parfois emporté par un langage outrancier, mais c'est quelqu'un de bien ». OK.

### Balladur et l'Islam

Dans son dernier bouquin, l'ancien Premier Ministre et député UMP écrit : « Aujourd'hui, d'autres sociétés fondées sur des principes différents (...) entendent bien déposséder l'Occident de sa suprématie. Nulle part, cette jalousie et cette volonté de revanche ne sont aussi accentuées que chez les Musulmans. (...) Il n'y a aucune culture à laquelle l'Islam s'oppose avec autant de force qu'à la culture chrétienne ». Vous avez dit islamophobie ?

### LMD-ECTS

La réforme LMD place les cursus et leurs contenus sous la coupe des patrons locaux, rebaptisés pour la circonstance « bassins d'emploi locaux ». Elle signifie aussi le contrôle continu comme norme, la suppression à terme des sessions de rattrapage pour les examens, ce qui relègue les étudiants salariés (2 sur 3, la moitié pour plus de 20 heures par semaine) aux dernières places. Les LMD, c'est aussi la sélection à l'entrée de la licence, la suppression du DEUG comme diplôme national.

En remplaçant les diplômes nationaux par des « parcours individualisés de formation » assortis d'une « annexe descriptive », le système ECTS casse le cadre national des diplômes. Ce sont les diplômes nationaux qui ouvrent droit aux acquis sociaux garantis par les conventions collectives. Notre génération devra renégocier l'ensemble des salaires, des conditions de travail. C'est la refonte du code du travail au profit du patronat qui pourra imposer des salaires plus bas, des heures supplémentaires et des horaires flexibles, correspondant aux seuls besoins des patrons en main-d'œuvre.

Individualisation des diplômes, professionnalisation, spécialisation précoce, les réformes en cours dans nos facs font partie d'une logique, la même que celle mise en œuvre dans les lycées : la casse du cadre national des diplômes, donc du code du travail, pour la remise en cause des acquis sociaux au profit du patronat. Les attaques libérales sur l'éducation sont des attaques sociales, elles nous visent en tant que futurs salariés. Nous voulons des droits sociaux, pas l'aumône des patrons.

## Combattez le sida, pas les malades, pas les activistes !!!

**N**otre très cher État s'en prend aujourd'hui à tous nos acquis sociaux et pour faire passer ses réformes, il mène une politique sécuritaire et criminalise les mouvements sociaux. C'est ce qui est en train de se passer sur les facs et les lycées : réforme LMD, projet de loi Fillon, caméras, liens entre postes de policiers et bahuts, nouveaux règlements intérieurs interdisant toute action politique. De toute manière, on sait très bien que le but d'une grève est de « prendre en otage » quelqu'un (les cheminots « prennent en otage » les voyageurs, les profs, les bacheliers...). Ha, les joies du terrorisme ! Cette logique est la même pour tous les mouvements : c'est le cas aussi des séropos et des actupienEs (militantEs d'Act-up).

### L'hypocrisie du gouvernement

Le gouvernement s'en prend aux prostituées et aux usagers de drogue en les criminalisant de plus en plus et en les chassant : loi Sarkozy empêchant le racolage passif, répression envers des associations

de prévention, des usagers de drogues virés d'un squat à Stalingrad, etc. Quelle est la conséquence de ces attaques ? Il n'y a pas moins de prostituées ni moins de gens qui se droguent, ils prennent juste plus de risques : un accès bien moins grand aux capotes, aux kits de seringues... Bref, une prise de risque de chopper le sida grandissante. En plus de cela Chirac s'en prend à tout ce qui fait la sécurité sociale :

- réforme de la sécurité sociale : taxe sur la maladie d'un euro par consultation, dépendance de plus en plus grande pour les remboursements à des organismes privés, qui ne sont pas accessibles à tous et sont les champions de la discrimination, etc.

- démantèlement de l'AME (Aide Médicale d'État) : cette aide permettait aux Sans-Papiers (qui ne touchent pas la soi-disant, Couverture Médicale Universelle) l'accès aux tests de dépistages et aux soins gratuits. Cette attaque, profondément raciste, s'attaque à une population qui vit dans des conditions très difficiles et, de fait, a de moins en moins accès à la protection



sociale et sexuelle.

- Chirac, à chaque grand rassemblement de Chefs d'États (G8) promet de donner plein de maille pour financer la lutte contre l'épidémie de Sida (il faut 10 milliards). Promesse qu'il renie à la vue de la faible contribution de la France de 150 millions d'euros (quand l'Angleterre en donne 700), mais il continue de mentir. Il vient tout juste de le refaire à Davos.

### Des militants d'Act-Up en procès pour une action

En clair, la situation devient grave. Face à cela Act-up a décidé de réagir et a mené

plusieurs zaps, qui sont des actions politiques servant à dénoncer publiquement, à la veille du premier décembre (journée mondiale de lutte contre le sida avec manif annuelle le soir). Une des actions concernait l'Élysée : ils ont jeté du faux sang (lavable à l'eau) sur la façade du bâtiment pour dénoncer tout cela. Mais on ne s'en prend pas ainsi à la république et à son président... 8 militants en garde à vue pendant 24 heures, recevant insultes sexistes, homophobes, transphobes, certains ne pouvant pas avoir accès à leurs médicaments. Bref, des conditions horribles dans lesquelles les keufs ont essayé de casser un max les militants. S'en suit un procès totalement injuste avec pour seul chef d'accusation la dégradation volontaire d'un monument historique, ce qui est complètement faux. Le procès a eu lieu le 27 janvier et nous étions une centaine à protester devant le Tribunal de Grande Instance de Paris. Verdict dans trois semaines...

Chacha, [Nanterre]



# Halte aux mesures antisociales! Non à la constitution européenne!

**T**rès prochainement aura lieu en France le référendum sur la constitution européenne, malgré le tapage des principales forces politiques (UMP et PS puisque le oui, qui a finalement été majoritaire lors du référendum interne de ce dernier, a tranché définitivement l'orientation officielle et imposé la campagne en faveur de la constitution) relayées par les médias s'accordant tous à dire qu'« un rejet de la constitution européenne par la France serait dramatique pour toute l'Europe », les jeunes et les salariés restent sceptiques quant à cette nouvelle étape du processus de construction européenne.

Même au nom de l'Europe, il n'est pas question de constitutionnaliser une politique libérale dont nous subissons les attaques au quotidien.

En effet, si être européen signifie voir un à un tous ses acquis voler en éclats, (la réforme des retraites en 2003, réforme de l'assurance-maladie en 2004, réforme ECTS/LMD dans les universités dites d'harmonisation européenne qui à terme signifie la privatisation des universités, réforme de l'éducation nationale promise en 2005, négociations du gouvernement en cours pour instaurer un service minimum pendant les grèves, « assouplissement » des 35 heures, privatisation de l'entreprise publique Électricité de France), si être européen signifie être victime de ces mesures drastiques dans le secteur social au nom du déficit budgétaire imposé par l'UE, alors...

Si « européen » n'est qu'une vulgaire étiquette servant à faire passer toutes les mesures antisociales, qui une fois arrachée met à nu la paupérisation de tous les peuples d'Europe alors on comprend le dilemme dans lequel se retrouve la classe ouvrière aujourd'hui: comment concilier la défense de nos droits et la construction européenne?

Dans ce contexte d'interrogations, de discussions, de débats, le secteur jeune de la LCR de Montpellier intervient régulièrement sur les universités et a organisé un

débat sur l'Europe en ciblant bien entendu la constitution européenne.

Cette rencontre a réuni une vingtaine de jeunes avec qui nous avons décidé de constituer un comité jeune pour le non à la constitution, depuis le début du mois de novembre nous nous réunissons toutes les semaines pour débattre du traité et plus globalement de la place de UE au sein du système capitaliste.

Un appel a été rédigé par tous les membres du comité, un topo est prévu à chaque rencontre, jusqu'à présent les thèmes qui ont été abordés sont: les services publics, les délocalisations, la charte



des droits fondamentaux, les syndicats, le fonctionnement des institutions européennes etc...

Les discussions sont intéressantes et les débats particulièrement poussés, ils reflètent les questions et les préoccupations d'un grand nombre de jeunes aujourd'hui: Face à la construction de l'union européenne et l'harmonisation par le bas, comment protéger nos acquis sociaux?

À l'heure où 80 % des lois proviennent de l'union européenne, ce traité permet-il aux travailleurs et aux jeunes d'Europe

de faire-valoir leurs droits par le biais des législations nationales respectives et d'opposer une résistance face aux instances européennes?

Notre système de soins pourra-t-il être défendu de façon légitime au sein d'une Europe où la concurrence est libre et non faussée?

Jusqu'où vont les intérêts communs des bourgeoisies européennes et américaines?

En ce qui concerne les perspectives, la rédaction d'un quatre pages qui viendra compléter notre appel (base sur laquelle nous regroupons pour le moment en solidarité politique avec l'appel Copernic) est en route, nous appelons tous les jeunes et toutes les organisations de jeunesse qui se prononcent pour le non à nous rejoindre, nous prévoyons également d'organiser un meeting sur les facultés au début du mois de février prochain.

À l'heure où sont toujours plus nombreuses les pressions exercées sur les jeunes et les salariés pour ériger la construction européenne en progrès, et imposer cette nouvelle étape comme indispensable au bien être de l'humanité, il est pour nous vital de démontrer que notre non n'est pas un repli nationaliste, que nous sommes plus que tout pour une Europe des peuples et des travailleurs et que la mise en échec du

traité ne signifierait nullement une quelconque régression et n'entraînerait aucun vide politique mais serait une victoire en terme de luttes sociales.

Face à la propagande bourgeoise, il nous reste l'unité, le regroupement de tous ceux qui veulent contrer ce projet libéral est nécessaire pour faire entendre notre voix, non seulement le comité jeune participera aux initiatives unitaires sur la base de l'appel Copernic mais il prendra également appui sur tous les éléments prêts à résister au sein des organisations réformistes susceptibles de nous rejoindre



(il ne faut pas oublier que le dernier référendum interne au PS à laisser un certain nombre de personnes sur le carreau qui n'entendent pas se plier à l'orientation de la majorité).

Face à la précarité et à la misère croissantes, il devient désormais difficile pour les gardiens de la tradition capitaliste de dissimuler les contradictions du système actuel, il n'est pas singulier d'entendre les jeunes et les travailleurs critiquer la politique européenne et mettre en avant que nos gouvernements nationaux (de gauche ou de droite) ne peuvent en aucun cas constituer un rempart face aux ordres provenant des institutions européennes puisqu'ils n'y ont aucun intérêt, la corrélation entre politique européenne et nationale devient de plus en plus évidente aux yeux de tous.

Parce que nous sommes plus que tout pour l'Europe des peuples et des travailleurs, une Europe sans frontière où circulent librement non pas la misère et les capitaux mais des hommes libres et égaux, nous incitons dès maintenant tous les camarades jeunes à constituer des comités et entamer un travail de discussion sur la base d'un argumentaire solide de façon à préparer la victoire du non.

Elody, [Montpellier]

## La CGT en crise ?

Lors du Conseil Confédéral National de la CGT (début février), sorte de parlement du syndicat, avec des représentants des Unions Locales et des différentes branches, la direction de la CGT s'est fait mettre en minorité sur la question de la Constitution. Bernard Thibault et ses amis voulaient faire adopter un texte prônant une ligne de non-consigne de vote. La motion proposée par la direction a été amendée par 81 voix pour, 18 contre et 17 abstentions. L'amendement indique que la CGT se prononce contre le traité constitutionnel. D'après *le Monde*, Thibault « est d'abord resté sonné ». Il aurait pourtant dû se douter, étant donné le contenu du Traité Constitutionnel et le nombre de comités pour un « non » de gauche qui fleurissent un peu partout, que sa ligne n'allait pas passer. Ce vote est évidemment un point d'appui important pour tous ceux qui se mobilisent contre la Constitution et doit être mis en relation avec le contexte de remobilisation chez l'ensemble des salariés. Thibault a commenté le vote en évoquant « des graves carences en matière de démocratie interne ». Pitoyable.

## Constitution Européenne : Mettre l'éducation au service du patronat

**L**a constitution européenne ne comporte pas beaucoup d'articles sur l'éducation et la jeunesse mais le peu qu'il y a est révélateur de ses objectifs néo-libéraux. Les réformes ECTS/LMD et le rapport Thélot n'en sont que les émanations françaises.

La constitution jette les bases de la professionnalisation des études:

L'article III-283 affirme que « L'action de l'Union vise (...) à stimuler la coopération en matière de formation entre établissements d'enseignement ou de formation professionnelle et entreprises ». Comme à travers les ECTS/LMD il s'agit de diminuer les heures de cours magistraux pour des stages en entreprise non rémunérés où le patron note l'étudiant.

L'article II-74 précise que « Toute personne a droit à l'éducation, ainsi qu'à l'accès à la formation professionnelle et continue »

ce qui n'est pas déconnecté du rapport Thélot parlant de « formation tout au long de la vie ». Le but étant de remettre en cause le principe de contrat et de statut du travailleur dans l'entreprise en le modifiant constamment.

L'article III-283, à nouveau, vise « à encourager le développement de l'éducation à distance ». Cette modalité permet de favoriser le marché de l'enseignement multimédia déjà proposé par de nombreuses écoles et université en partenariat avec Microsoft.

L'article III-282 précise que « L'Union contribue (...) à favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, y compris en encourageant la reconnaissance académique des diplômes et des périodes d'études ». Mobilité des étudiants comme cela est le cas dans le LMD, c'est-à-dire réservé aux plus riches et aux facs d'élite sur ce nouveau marché du savoir en Europe de

1 500 milliards d'euros.

L'article III-135 dit que « Les États membres favorisent, dans le cadre d'un programme commun, l'échange de jeunes travailleurs » ce qui montre en fait une extension de la mobilité dans le travail et donc de la flexibilité et de la précarité. Il n'est pas fait mention du code du travail à appliquer laissant présager que le plus léger sera adopté dans de tels cas comme le préconise la directive Bolkenstein avec son « principe du pays d'origine ».

L'offensive patronale est européenne, notre riposte doit donc être à cette même échelle. Des collectifs contre la constitution se constituent déjà sur les facs et dans les quartiers. Travailleurs, lycéens et étudiants doivent faire face ensemble à cette attaque généralisée. Une victoire du non serait un pas décisif contre le capitalisme.

Laurent, [Tolbiac]

## Jeunes contre la Constitution

Afin de populariser dans la jeunesse un « non de gauche » à la constitution européenne, lundi 1er février, différentes organisations, syndicats et associations se sont rencontrées. Elles ont décidé d'élaborer un appel des 200 jeunes pour fournir un texte pouvant servir de base à la création de comités locaux pour appeler à voter non au référendum dans les universités, lycées et quartiers.

Pour nous JCR, ce non au projet libéral passe par la création de collectifs locaux et par la participation aux luttes contre les réformes antisociales et guerrières, des gouvernements nationaux faisant campagne pour le oui.

Nous disons non à l'Europe de Chirac et du MEDEF, oui à une Europe des travailleurs et des luttes sociales! Non à une Europe guerrière, oui à la solidarité internationale!



## Zombies: « Quand les morts se mettent à marcher, il ne sert à rien de tuer ».

Ils sont légion, telle la horde des consommateurs au jour des soldes. Les bras tendus vers le produit, leurs gémissements expriment la douleur du non-être. Et pour se calmer, il leur faut dévorer: la chair humaine, le vivant, le marginal, l'autre, pour le fondre à son tour dans la masse uniformisée par la putréfaction. Ils sont nous, nous sommes eux... les zombies.

Dernier mythe des temps modernes, le zombi est le symbole archétypique de la fin de ce XXe siècle crépusculaire. Issu tout droit des supermarchés du « Crépuscule des morts

vivants » (1978), l'ost des cadavres, que Georges A. Romero mit en scène le premier dans « La nuit des morts vivants » en 1968, met en relief certains caractères de la nature du capitalisme: cannibalisme, homogénéité, unilatéralisme, violence aveugle et surtout une faim toujours insatisfaite. Les héros marginaux, assiégés, luttent désespérément pour échapper à la contamination de l'apathie cérébrale et pour préserver leur existence. Sans conscience, sans remord, animés seulement par le besoin de combler le manque à être, les zombies étripent pour laisser un monde à leur image: blafard et vide de tout sens. Esclaves du besoin, ils expriment la décadence de la société de consommation.

Du récent (et très bon) remake « Dawn of

the Dead » (2004) de Zack Snyder aux dernières élections américaines, l'Occident s'attache à donner toujours plus de réalité à cette parabole pertinente. Face à cette fuite de la mort, nourri par l'argent, l'homme economicus se fait bourreau et victime de sa duplicité.

Souvenez-vous, il n'y a qu'une seule solution: une balle dans la tête... et gardez la dernière pour vous!

Mark, [Clignancourt]

## Au Togo les espérantistes se bougent

Il y avait bien eu un Togolais, juste après la 2ème guerre mondiale, qui avait tenté de diffuser l'espéranto dans son pays. Mais – la guerre avait-elle désespéré? – on ne l'avait pas écouté, on avait même eu tendance à le prendre pour un fou. Une génération plus tard, en 1970, le Togolais Gbégo Koffi, qui était étudiant, découvre cette langue par l'intermédiaire d'un correspondant et décide de la diffuser. Gbégo Koffi ne disposait pas de grands moyens, et il diffusa l'espéranto d'abord en s'adressant à ses amis, lesquels avaient aussi des amis etc.

Assez vite, c'est dans la rue qu'on diffuse l'espérantisme: à la criée sur le marché, au porte à porte, et aussi surprenant que cela puisse paraître, c'est ainsi que la langue s'est répandue à grande vitesse au Togo et même plus loin. Car G.Koffi est considéré comme celui qui a beaucoup contribué au mouvement espérantiste en l'implantant fortement en Afrique.

Aujourd'hui, le Togo est le grand foyer espérantiste de l'Afrique. Les chiffres: 2000 espérantistes actifs, 5000 espérantophones. Mais ces chiffres ne signifient pas grand-chose comme le montre ce sondage: sur 800000 Togolais questionnés, 500000 se sont avérés espérantophiles... Le décalage entre les nombres d'espérantistes actifs et d'espérantophiles s'explique par le fait qu'au Togo, pays écrasé par le capitalisme colonial, on n'a pas le temps ni l'argent d'apprendre la langue, et encore moins de s'impliquer dans le mouvement. Malgré cela, les espérantistes Togolais sont suffisamment nombreux et

motivés pour se constituer en mouvement fort, trop fort aux yeux de la dictature. Un pantin au service de la néocolonisation, joue le dictateur depuis des années et des années dans ce pays censé être indépendant depuis 1960, et dans lequel les élections furent de vraies mascarades. Ce pantin pur produit de l'armée, Eyadema, n'est ni pour ni contre l'espéranto: il s'en fout, et il est si ignare qu'il ne connaît probablement pas l'existence de cette langue si populaire dans son pays. Le problème est qu'il y a régulièrement des manifestations espérantistes, annoncées (brièvement) à la télé et la radio, qui réunissent à chaque fois plus de 10000 personnes... C'est mauvais pour le maintien de l'ordre. D'autant plus que le colonialisme a aussi sa grosse part de responsabilité dans les problèmes linguistiques du pays.

Alors on envoie la flicaille. À chaque manifestation les policiers ont pour mission de briser la manif en dispersant la foule, ils balancent des gaz lacrymogènes. Les espérantistes se sont adaptés et ils ont un jour eu l'idée suivante: quand une grenade de gaz lacrymogène tombe au milieu de la foule, on le ramasse avant que le gaz s'échappe, et on le relance aux troupes de police par un grand coup de raquette, c'est alors du côté des policiers que les gaz font leurs dégâts. À chaque manifestation, les flics prévoient leurs gaz lacrymogènes, les espérantistes prévoient leurs raquettes de tennis, et ce sont finalement les flics qui se dispersent.

Zamo, [Tolbiac]

## Koursk, une affaire qui fait froid dans le dos...

Début janvier, un reportage de Jean-Michel Carré, *Koursk, un sous marin en eaux troubles*, a été diffusé sur France 2. Ce reportage revient sur une affaire qui a marqué le début du règne de Vladimir Poutine, le naufrage du sous-marin nucléaire Koursk, qui a coulé avec 118 hommes à bord le 12 août 2000. Selon la version officielle, le Koursk a sombré en raison de « l'explosion accidentelle » d'une torpille à bord.

Lorsque le Koursk a coulé, il était en démonstration, notamment devant des représentants du gouvernement chinois. À son bord, des torpilles Shkval, capables d'aller à 500 km/h alors que les torpilles étatsuniennes ne dépassent pas les 70 km/h. Cette torpille intéresse et effraie les États-Unis qui décident d'envoyer deux

sous-marins, les Toledo et le Memphis, à proximité du Koursk en démonstration, par mesure d'intimidation vis-à-vis des Russes.

La thèse de J-M Carré est simple. Une collision accidentelle se produit entre le Toledo et le Koursk et le Memphis, pour protéger la fuite du Toledo, tire une torpille sur le Koursk. C'est cette torpille qui est responsable du naufrage du sous-marin russe. Le pouvoir russe a voulu étouffer l'affaire pour éviter une crise nationale et internationale.

Cette thèse s'appuie sur des indices solides: un trou dans l'épave du Koursk qui ne peut avoir été provoqué que par l'entrée d'un projectile, la récupération d'une bouée de détresse appartenant à un des sous-marins américains, le refus des

## Internet: libérez la musique!

Mardi 2 février dernier. Le verdict du tribunal de Pontoise tombe: 3000 euros d'amende avec sursis pour Alain Oddoz. Ainsi que 10200 euros de dommages et intérêts, 2200 euros pour payer les frais de justice des parties civiles et 3000 euros pour assurer la publication du jugement dans la presse. Le crime d'Alain Oddoz? Avoir téléchargé de la musique sur internet. Il n'est pas le premier à être condamné pour cette raison. En 2004, des tribunaux du Morbihan, du Loir-et-Cher et de l'Indre avaient condamné des internautes à des peines allant jusqu'à trois mois de prison avec sursis et 20000 euros de dommages et intérêts.

Le tribunal de Pontoise explique que « nombre d'internautes ont considéré qu'Internet était un univers, lieu de liberté, où les règles juridiques élémentaires ne s'appliquaient pas ». La condamnation est selon le tribunal « une application très modérée de la loi pénale ». Merci de la modération. De quoi parle-t-on exactement? On parle d'un type qui, comme vous et moi, utilise les systèmes de peer-to-peer, c'est-à-dire de partage de fichiers sur Internet, afin de récupérer de la musique. Et vlan, il doit payer 15000 euros pour son odieux crime.

Une fois de plus, les autorités font le choix de la répression. Au nom, bien sûr, de la défense des auteurs et des artistes. Difficile de croire qu'en France, où les intermittents du spectacle ont été victimes d'une attaque sans précédent, on se soucie vraiment du sort des professionnels du spectacle. Il s'agit une fois de plus de taper très fort sur les plus pauvres, ceux qui n'ont pas les moyens de s'acheter des CD à 20 euros pièce. Notons que ceux qui engagent les poursuites ne sont pas les artistes, mais les boîtes de production, qui pourtant, les chiffres le prouvent, ne perdent pas de fric avec le téléchargement.

De nombreux artistes expliquent que grâce à Internet, le monde de la produc-



tion musicale se démocratise car chacun peut proposer ses œuvres à des millions d'auditeurs potentiels, ce qui précisément dérange les grosses boîtes de production. Il ne s'agit pas de dire, évidemment, que les artistes ne doivent pas recevoir une rétribution pour leur production. C'est pour cela qu'ils doivent bénéficier d'un véritable statut leur assurant la possibilité de composer et de créer sans dépendre des fluctuations du marché et de la rentabilité qui guide les grosses boîtes de production.

En ce sens, l'initiative du Nouvel Observateur, l'appel « Nous sommes tous des pirates, libérez la musique! », malgré son caractère opportuniste, est intéressante car elle ouvre enfin une brèche. Cet appel demande « l'ouverture d'un débat (...) afin de parvenir à une meilleure défense des droits d'auteur », tout en exigeant « l'arrêt des poursuites » et en dénonçant « une politique répressive ». Il a été signé entre autres par Manu Chao, M, Tri Yann, Mickey 3D, Tryo, Benabar, Jean-louis Aubert, Khaled, Sinclair... mais aussi José Bové ou l'UFC-Que choisir. Espérons donc que l'hypocrisie et la répression vont cesser et que le débat va s'ouvrir, avec comme principaux intervenants les auteurs et les mélomanes eux-mêmes et pas les multinationales du disque.

Julien, [Tolbiac]

États-Unis de laisser inspecter le Toledo, le voyage secret effectué à Moscou par le directeur de la CIA trois jours après le naufrage, le refus initial de la part de la Russie de toute aide étrangère pour renflouer un sous-marin qui ne gisait qu'à 108 mètres de profondeur... Plus que troublant.

Conclusion: dans le contexte de course aux armements, les États-Unis n'ont pas hésité à torpiller un sous-marin qui

transportait l'équivalent de 1000 fois Hiroshima en charge nucléaire. Pour des histoires de torpilles et de rivalités entre les États-Unis, la Chine et la Russie. Vachement rassurant...

Julien, [Tolbiac]

# 40 ans après la mort de Malcolm X, retour sur un combat exemplaire

**N**ous vivons dans une période de révolutions, et la lutte des Noirs américains est partie prenante de cette rébellion contre l'oppression et le colonialisme qui caractérise notre époque... Il est incorrect de faire de la révolte des Noirs un conflit racial entre blancs et noirs, ou un simple problème américain. Au contraire, nous assistons aujourd'hui à une lutte globale de l'opprimé contre l'opresseur, des exploités contre les exploités.

## Les contradictions du monde de Malcolm X

Le racisme a toujours été central dans l'organisation sociale américaine. Des lois esclavagistes Jim Crow du 19<sup>ème</sup> siècle jusqu'aux années soixante, certaines caractéristiques sont restées fondamentales : un système d'apartheid au Sud, et une ségrégation raciale de fait au Nord.

Né en 1924, Malcolm Little va hériter d'un monde en profonde mutation, où les grands centres urbains vont attirer de plus en plus de noirs en quête d'une vie meilleure que celle de leurs prédécesseurs, descendants d'esclaves. Originaire du Midwest, Malcolm et sa famille vont prendre le chemin des grandes villes du nord, comme des centaines de milliers d'autres.

Ces fluctuations économiques vont faire naître des aspirations nouvelles parmi la population noire. Ce nouvel état d'esprit se traduit par de nouvelles formes militantes, exprimées le plus clairement par le mouvement séparatiste de Marcus Garvey. Celui-ci prône un retour à l'Afrique, sinon physique, du moins symbolique, sous la forme d'une séparation totale des noirs américains de la société blanche. Inspirant des dizaines de milliers de personnes, il reflétait alors les aspirations d'une nouvelle couche sociale émergente, une classe moyenne noire.

Malcolm Little va faire très tôt l'expérience du racisme. Son père, d'autant plus une cible des racistes qu'il est militant, sera assassiné. Sa mère se verra enlever la garde de ses enfants, qui sont placés en orphelinat. Elle finira ses jours en asile psychiatrique. Adolescent, Malcolm est bon élève et rêve d'être avocat. Il raconte dans son autobiographie la vision ambivalente qu'il a de lui-même. De peau claire, on lui a vite fait sentir qu'il s'en sortirait mieux en niant son origine africaine, en se faisant passer pour blanc. Mais simultanément, il apprend que, pour un noir, mieux vaut oublier ses rêves d'ascension sociale fondée sur le mérite personnel.

Ainsi, Malcolm Little hérite, dans les années quarante et cinquante, d'une réalité ambivalente. Les villes du nord comme Boston ou New York attirent des centaines de milliers de noirs, mais la chape de plomb du racisme va marginaliser la plupart d'entre eux, les poussant à s'entasser dans des ghettos, et à accepter les boulots les pires et les moins bien payés. Malcolm choisira l'illégalité, et finira en prison pour vol. C'est là qu'il se convertit à l'Islam, en 1948-9. En sortant de prison, il deviendra le meilleur porte-parole de la Nation de l'Islam, connue aussi sous le nom de Black Muslims.

## La religion comme arme politique

La Nation de l'Islam est alors au début de son essor. En 1952, elle compte à peine

quelques centaines de membres. En 1960 elle en comptera 100 000. Le vide politique qui s'est creusé à gauche avec l'avènement de la Guerre Froide a laissé un immense espace, que va combler la Nation de l'Islam par le biais de son représentant « le respectueux Elijah Muhammad ». Les frustrations des jeunes noirs des ghettos, tout comme les aspirations d'une partie des élites noires du Nord sont inspirées par le séparatisme noir. Malcolm Little changera son nom, renonçant symboliquement à son identité d'esclave pour acquérir le « X » de son identité à venir. Comme des milliers d'autres, le célèbre boxeur Cassius Clay rejoindra aussi la Nation de l'Islam, et rejetant son nom imposé, se rebaptisera le black muslim Muhammad Ali.

## L'Islam comme boussole internationaliste

Dans les derniers mois de sa vie, Malcolm va redéfinir les alliés et les ennemis du mouvement de libération noire. Ses voyages à La Mecque et en Afrique vont transformer sa vision de l'Islam. « J'ai vu des dizaines de milliers de pèlerins venus du monde entier. Ils étaient de toute couleur de peau, de blonds aux yeux bleus ou de teint noir africain (...) Mon voyage au travers du monde musulman m'a amené à rencontrer des gens qu'on considérerait comme blancs aux USA, mais la religion de l'Islam a effacé la « blancheur » de leur cœur ». Malcolm se convertit à la version sunnite de l'Islam.

## Nationalisme noir

Très vite, les jeunes noirs du nord vont être inspirés par le mouvement des droits civiques qui va exploser dans le Sud à partir de 1955. Le développement du mouvement entre 1960 et 1962 va amener Malcolm X à revoir sans cesse les bases de sa politique. Il insiste sur la nécessité de tenir tête à l'ennemi blanc, tout en commençant à formuler une stratégie de résistance au racisme. Il y est poussé par l'expérience même du mouvement. Les manifestations de masse pour demander la fin de la ségrégation raciale dans les lieux publics, et le droit de vote pour les noirs vont se heurter à la répression féroce des États du Sud, et à la passivité du gouvernement de John F. Kennedy.

La première crise aura lieu lors de la grande marche sur Washington qui réunira en 1963 plus de 100 000 personnes, et où Martin Luther King fera son discours « I have a dream ». Finalement endossée par Kennedy, la marche ne sera pas aussi radicale qu'elle devait être, les organisateurs s'étant engagés à ne pas critiquer ouvertement une administration pourtant scandaleusement passive face au comportement des États du Sud. John Lewis, représentant de la branche étudiante (la plus militante) du mouvement (le SNCC) sera forcé d'effacer de son speech toute critique du gouvernement, en particulier des injustices économiques. Malcolm X dénoncera la marche comme étant « un vaste pique-nique intégrationniste ».

Alors que Malcolm X exprime déjà l'aile la plus radicale du mouvement, il se sent de plus en plus à l'étroit dans la Nation de l'Islam, qui prône une abstention totale de la politique. C'est cette divergence profonde qui amènera Malcolm X à rompre avec l'organisation, et à se radicaliser à la gauche du mouvement. À l'assassinat de Kennedy à l'été 63, Malcolm X est parmi

les rares à déclarer publiquement qu'il l'a bien cherché. C'en est trop pour les dirigeants de la Nation de l'Islam, qui se désolidarisent publiquement de Malcolm X. En mars 1964, il quittera formellement l'organisation, brûlant d'envie de se jeter dans la bataille antiraciste. Malcolm X sera assassiné moins d'un an après. Les derniers mois de sa vie vont être les plus riches, et au cours desquels il se déclarera clairement révolutionnaire.

Le mouvement des droits civiques a alors gagné d'importantes avancées légales, mais la violence raciste continue de faire rage. Lors des élections présidentielles de 1964, le mouvement oscille entre critique et soutien au candidat démocrate Johnson, qui est opposé au raciste Barry Goldwater. Alors que la lutte pour le droit de vote s'amplifie dans le Sud, Malcolm X va dire tout haut ce que beaucoup de jeunes militants pensent tout bas : « La seule chose qui rende Johnson acceptable aux yeux du monde, c'est que les malins capitalistes, les malins impérialistes, savent que la seule façon d'attirer les gens vers le renard, c'est de leur montrer le loup. Ainsi (...) tout le monde espère que Johnson battra Goldwater. (...) Johnson est censé être un homme de paix. En ce moment même il envoie des troupes pour envahir le Congo et le Vietnam Sud ! »

## Recherches de nouvelles stratégies : vers l'anticapitalisme

Malcolm X va être tué au moment où il entre dans sa phase militante la plus fertile. Les deux organisations politiques qu'il va créer, Muslim mosque inc. et the Organisation for Afro-American Unity ont toutes deux eu pour but de clarifier les bases de la lutte antiraciste. « Je ne hais pas les blancs, je hais l'oppression », dit-il. Si en termes de nombre, ces organisations resteront petites, Malcolm lui va sillonner le pays et devenir une figure de la lutte antiraciste absolument incontournable. Il exprimera alors la frange la plus radicale du mouvement des droits civiques.

## Identification aux luttes de libération nationales

Le modèle de résistance vient d'Afrique : « tous les pays qui se libèrent aujourd'hui des entraves du colonialisme se tournent vers le socialisme. Je ne pense pas que ce soit un accident. La plupart des pays colonialistes étaient capitalistes, et le dernier rempart du capitalisme c'est l'Amérique ».

Pour lui, le capitalisme ne peut permettre l'émancipation des noirs, ce n'est pas dans ses gènes. « Il est impossible pour un poulet de pondre un œuf de canard. Il ne peut produire que par rapport à ce que son système particulier a été construit pour produire. Le système de ce pays ne peut produire la liberté pour les afro américains. C'est impossible pour ce système, ce système économique, ce système politique, ce système social, ce système tout court ». Son anticapitalisme va influencer des centaines de milliers de personnes, surtout après sa mort et alors que la crise politique s'approfondit dans le pays.

## Black Power : où est notre pouvoir ?

L'assassinat de Malcolm le 21 février 1965 lors d'un meeting à Auduborn Hall à New York va alimenter la crise du mouvement des droits civiques, marquée par l'explosion



d'émeutes raciales dans les grandes villes de Los Angeles, Detroit, Chicago entre 1964 et 67. En 1966, l'aile étudiante du mouvement des droits civiques, le SNCC, lance un nouveau slogan, *Black Power*, par son leader Stokely Carmichael, et décide que la voie de la radicalisation doit passer par une stratégie militante séparatiste. Ceci se produit au moment la conscience de l'insuffisance des avancées légales se généralise, et soulève la question de la suite donner à la lutte, et où le centre de gravité du mouvement bascule du sud vers le nord.

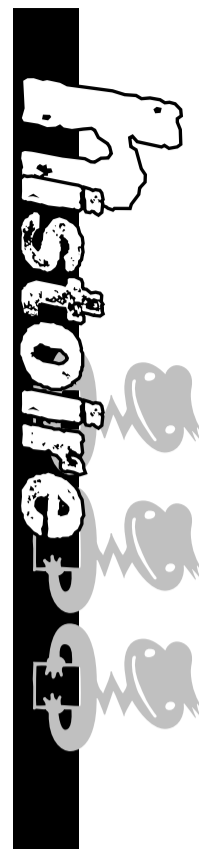
Les plus fidèles à l'héritage de Malcolm X vont relever le défi posé par une classe dirigeante américaine absolument terrifiée par le développement de mouvements de masse et déterminée à les réprimer par tous les moyens nécessaires. Les Black Panthers vont former un groupe ouvertement révolutionnaire. Ils prônent la confrontation directe avec l'État, le droit de porter des armes, et identifient les ghettos comme le centre de l'organisation.

La seconde moitié des années soixante sera marquée par l'éclatement du mouvement en différentes composantes. Ceci vient en partie du fait que l'aspiration au Black Power recoupait des stratégies contradictoires entre elles. Malcolm X avait commencé à identifier le système capitaliste comme étant le cœur du problème. Des centaines de milliers de noirs et de blancs pensaient comme lui. Poussé par la dynamique de généralisation à l'œuvre parmi les militants du mouvement des droits civiques, Martin Luther King, à partir de 1967 et 68, va s'engager ouvertement contre la guerre du Vietnam. Il dira publiquement qu'il s'agit d'une guerre des riches contre les pauvres. La dernière campagne qu'il lancera sera une marche pour les pauvres. Il sera assassiné en 1968.

## Relever le défi

Du mouvement des droits civiques à la résistance des Vietnamiens, en passant par le mouvement antiguerre, les opprimés ont montré qu'ils pouvaient faire trembler la plus grande puissance impérialiste du monde, au point de faire échouer l'occupation au Vietnam. 30 ans plus tard, les idées de Malcolm X sont encore d'actualité. Lui rendre hommage c'est s'inspirer du meilleur de son expérience, et apprendre des limites du nationalisme noir, pour en finir définitivement avec le système qui génère le racisme et la guerre.

Ambré, [Censier]



La marche sur Washington en 1963



## Bibliographie :

- Kevin Ovenden, *Malcolm X, nationalisme noir et socialisme*, 1998
- Philippe Carles et Jean Louis Comolli, *Free Jazz, Black Power*, Folio Gallimard, 2000
- Angela Davis, *Femmes, race et classe*, Des femmes, Paris, 1983
- Chris Harman, *The Fire Last Time, 1968 and after*, Bookmarks Publication Ltd, Londres, 1998, en anglais
- Malcolm X, *Ultimes Discours*, L'Esprit Frappeur, Dagorno, 1993
- L'autobiographie de Malcolm X*, Grasset, Paris, 1966
- Bobby Seale, *Histoire des Black Panthers Party et de Huey Newton son fondateur*, 1975
- Howard Zinn, *Une histoire populaire des États-Unis*, Agone, Marseille 2002
- Malcolm X, *révolutionnaire noir*, édition La Brèche
- Brochure des JCR : *Black Power: Les stratégies du mouvement noir américain face au racisme d'État*, 2004

# Mobilisation à Bruxelles le 19 mars

**L**e 20 mars marquera l'anniversaire du début de la guerre en Irak. Les 22 et 23 mars, le conseil européen se réunira à Bruxelles. Nous appelons à des mobilisations dans tous les pays d'Europe. Nous lançons un appel pour une manifestation centrale à Bruxelles le 19 mars, contre la guerre et le racisme, contre l'Europe néolibérale. (1)

## Leur Europe, c'est la guerre :

La « défense commune » de l'Europe, sa diplomatie avec un ministre européen des affaires étrangères, servira les occupations militaires, en Irak, en Afghanistan et ailleurs. Des supplétifs européens seront envoyés en Irak, sous le bleu onusien ou non. L'Angleterre, l'Italie sont déjà engagées en Irak. Les pays européens s'intégreront à l'Otan en vue de se réarmer, suivant les préceptes de la Constitution. Les officiers de l'armée fantôme iraquienne, qui

opèrent cagoulés, sont déjà formés par leurs homologues de l'Otan.

33000 soldats français sont déployés à l'étranger, en Afghanistan, au Kosovo. En Côte d'Ivoire, l'armée française tire dans la foule pour maintenir l'emprise des Bouygues, Bolloré & co sur les anciennes colonies françaises. La France est complice de l'occupation de l'Irak: les gendarmes français sont en lice pour former la gendarmerie irakienne.

Parce que l'Europe qui se dessine n'est pas un contrepoids aux projets militaires américains, mais son supplétif et concurrent dans la course à la domination du monde, nous marcherons pour le retrait des troupes d'occupation d'Irak, contre les interventions militaires européennes, en solidarité avec les peuples en résistance.

## Le racisme de l'union :

Le racisme des dirigeants européens apparaît au travers de la question Turque:

au nom d'un « héritage spirituel commun », entendez chrétien, des négociations sont en cours pour remettre une hypothétique intégration au plus tard possible.

L'Europe, c'est aussi Schengen, le fichage informatisé des demandeurs d'asile, les camps d'internements pour les immigrants. Nous marcherons pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers, l'abrogation de toutes les lois racistes régissant le séjour des étrangers en France et en Europe. Une manifestation aura lieu dans tous les pays européens le 2 avril 2005 « contre le racisme, pour la liberté de circulation, pour le droit d'installation comme une alternative à une Europe fondée sur l'exclusion et l'exploitation » (1).

## Un spectre hante l'Europe: le spectre du libéralisme

Frits Bolkenstein, ex-commissaire européen au marché intérieur (remplacé depuis par Charly McCreevy) a déclaré « l'agenda sur lequel les chefs d'États européens se sont mis d'accord à Lisbonne en mars 2000 était encombré d'objectifs superflus, comme la cohésion sociale et le développement durable, il doit être dégraissé ». No comment!

Le fond de la directive Bolkenstein, au cœur du projet « social » de l'Union, consiste à autoriser une entreprise d'un pays de l'Union Européenne qui fournit un service dans un autre pays de l'union à ne plus être soumise aux lois du pays où elle offre son service, mais à celles

du pays où se trouve son siège social (art. 16). Elle pourra même utiliser une main-d'œuvre issue d'un pays non-membre de l'Union, comme l'Ukraine ou la Russie en les payant au salaire de leur pays d'origine (art. 25).

On pourrait donc travailler pour une boîte qui nous paierait les pires salaires d'Europe. 70 % des emplois de l'union sont concernés.

Mercredi 2 février, Chirac, sous la pression de l'opinion publique, s'est lancé dans une grande bataille contre la réforme Bolkenstein. Espérons que ce combat aura plus de consistance que les effets d'annonce de Chirac de lutte contre la pauvreté, le sida ou la guerre dans le monde. Mac Greevy déclarait le soir même « la directive ne passe pas, elle est trop forte, l'important c'est que nous continuions d'avancer dans le bon sens ». On n'en veut pas de leur « bon sens ».

C'est la même logique à laquelle participent les réformes ECTS, à travers toute l'Europe: la casse des diplômes nationaux, c'est la destruction du code du travail, la baisse des salaires et le démantèlement pour les travailleurs de tous les acquis sociaux garantis par les conventions collectives. Dans les lycées, la professionnalisation et la spécialisation de plus en plus précoce des études participent à la destruction des acquis sociaux.

Battons-nous pour imposer l'arrêt des

attaques sur l'éducation et les droits sociaux; la manifestation de Bruxelles sera un débouché pour les luttes des travailleurs, des étudiants et des lycéens, pour une critique globale du capitalisme.

## Conclusion :

Leur Europe, c'est la « défense » commune sous l'égide de l'Otan, la casse des droits sociaux et la privatisation des services publics, au premier rang desquels l'éducation. C'est pourquoi nous disons NON à cette constitution, NON à Chirac, OUI à une autre société par la rupture d'avec les institutions des capitalistes.

Nous marcherons aux côtés des anticapitalistes et antiguerre de toute l'Europe sur le sommet des riches et des puissants, contre leur constitution libérale et guerrière. Nous sommes anticapitalistes, pour une société fondée sur la satisfaction des besoins humains, sur la répartition des richesses et non sur le profit. Nous sommes anti-guerre et nous soutenons la légitime résistance des peuples occupés par les puissances.

(1) Appel de l'assemblée des mouvements sociaux, FSE de Londres, octobre 2004.

Adrien, [Clignancourt]



# Contre l'Europe du Fric et de la Guerre